

MADAGASCAR

Revue de Presse détaillée février 2011

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
01/02 : l'émissaire de la Sadc propose « sa » solution de sortie de crise.....	01
03/02 : la feuille de route traduit un revirement inattendu de la Sadc. Le consensus n'est pas acquis	03
07/02 : les incertitudes prévalent à nouveau sur la sortie de crise après l'interruption de la mission Simão	05
10/02 : verdict modéré pour Fetison Rakoto Andrianirina et ses 2 co-inculpés	10
12/02 : l'OIF et la COI se mobilisent en faveur de la feuille de route de Leonardo Simão	12
15/02 : annonce du retour de l'équipe de médiation. La hausse du prix du riz au centre d'enjeux politiques.....	15
17/02 : le pays suspendu à l'annonce du retour de Marc Ravalomanana	17
21/02 : le retour manqué de Marc Ravalomanana exploité par les 3 mouvances.....	22
23/02 : médiation de la Sadc - retour à la case départ de la dernière ligne droite	26
26/02 : après Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka interdit de retour au pays	28
Droits humains, gouvernance	30
Anniversaire de la fusillade du 7 février 2009, « prisonniers politiques », condition carcérale, expatriées au Liban, contrôle des importations d'armes, crise et insécurité alimentaire, lutte contre la corruption, médias	
Actualité économique et sociale	35
- Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales	35
- Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement.....	35
- Divers	38

LA CRISE POLITIQUE

1^{er} février : l'émissaire de la Sadc donne « sa » solution de sortie de crise aux malgaches. Une large part de pouvoir est accordée au président de la HAT. Les 3 mouvances s'indignent. L'UA reste sur une position intransigeante qui tranche avec la position de Leonardo Simão

La médiation de la Sadc a remis sa proposition de feuille de route aux représentants de partis et groupements politiques. Son contenu n'a pas été dévoilé mais elle ne serait dans l'immédiat que la synthèse des propositions recueillies par l'émissaire de la Sadc lors de ses consultations. Les formations politiques sont invitées à faire connaître très rapidement leurs réactions. Le document de synthèse est parvenu à la presse¹. A noter que le texte stipule que le retour de Marc Ravalomanana ne pourrait intervenir tant que la situation ne sera pas stabilisée, une décision laissée à l'appréciation du seul gouvernement d'union nationale, après les futures élections présidentielle et législative. Le président de la Transition (comme ses ministres et les membres des institutions) pourra se présenter à la présidentielle, à la condition de démissionner 60 jours avant. Il n'est donc plus question de lui demander de renoncer à se présenter, comme l'exigeait la communauté internationale pour les 4 principaux protagonistes (et comme il en avait pris lui-même l'engagement).

Une large part de pouvoir est accordée au président de la HAT qui aura le dernier mot sur la constitution de « sa » Transition. Andry Rajoelina est « confirmé à son poste de président de la HAT et exercera la fonction de chef de l'État ». Il désignera « le Premier ministre de consensus sur proposition de personnalités des partis politiques participantes ». Les principales orientations du document sont la reprise des Accords d'Ivato adoptés sous l'impulsion de l'Espace de concertation des partis politiques (Escopol). Les avis et propositions allant dans le sens d'une refonte des deux Chambres de la Transition n'ont pas été retenus. Seuls des aménagements sont envisagés, par le biais de création de nouveaux sièges. Il en est de même pour la CENI : « *Les parties prenantes sont invitées à proposer une liste de personnalités* » parmi lesquelles le président de la HAT aura le dernier mot. Le texte insiste sur la révision du code électoral. Leonardo Simão préconise également « *une amnistie large s'étendant de l'année 2002 à 2009* », ainsi que les conditions effectives d'un apaisement politique prenant en compte les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Il conseille à la HAT « *de mettre un terme aux poursuites judiciaires en cours* ». De même, Marc Ravalomanana est incité à éviter « *les actes de déstabilisation* ». En échange, Leonardo Simão, qui

¹ Cf Blog Justmad « *articles remarquables* » février 2011 - <http://storage.canalblog.com/45/79/448497/61430871.pdf>

parle au nom de la communauté internationale, garantit au régime la reconnaissance dès l'effectivité de ces conditions, et des appuis techniques, financiers et logistiques. La nouvelle période transitoire ne débutera qu'à partir de la signature de cette nouvelle feuille de route.

Mamy Rakotoarivelo, leader des 3 mouvances et secrétaire général du Tim, aile Ravalomanana, ne cache pas son indignation face au schéma proposé. « *Nous ne signerons pas cette proposition dans sa version actuelle* », s'est-il emporté.

Médiation : la CNOSC oubliée. C'est au moment où la CNOSC attendait la reprise des séances de travail avec l'équipe de Leonardo Simão que l'émissaire de la Sadc a dévoilé sa nouvelle feuille de route. Lalao Randriamampionona indique que la synthèse de ses audiences avec les groupements politiques et les entités de la société civile sera ajoutée aux documents que la CNOSC va présenter à la mission de médiation de la Sadc.

La situation à Madagascar pose un véritable défi à la Sadc et à l'UA ainsi qu'à l'ensemble de la communauté internationale, déplore un rapport de l'UA sur l'Année de la paix et de la sécurité en Afrique. Il est écrit notamment : « *Aucun effort ne doit être épargné pour que ce défi soit relevé et sortir de l'impasse actuelle* ». L'UA appelle à une mobilisation internationale pour la mise en œuvre « *scrupuleuse* » des sanctions décidées par le Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'organisation continentale en février et mars derniers. « *Aucun progrès décisif n'a été enregistré dans le processus de recherche d'une solution consensuelle à la crise qui secoue Madagascar depuis le changement anticonstitutionnel intervenu en mars 2009* », note le document, qui ne semble pas prendre en considération l'avancement de la médiation en cours, lequel accorde une large part du pouvoir à l'auteur du coup d'Etat. Le rapport dénonce au contraire la « *démarche unilatérale* » des autorités transitoires, en pointant du doigt le référendum constitutionnel du 17 novembre. Il dénonce également le rejet par Andry Rajoelina des accords signés en terre africaine [*Accords de Maputo et Acte additionnel d'Addis-Abeba*]. *Le Matin* relève que la position de fermeté confirmée par l'UA tranche avec la position adoptée actuellement par la médiation de la Sadc. La raison en serait que « *ni l'ancien ministre mozambicain des Affaires étrangères, Leonardo Simão, ni le principal médiateur de la Sadc dans la crise malgache, Joaquim Chissano, n'ont fait leur rapport ni au CPS ni à la Commission. [...] Autrement dit, le rapport de Jean Ping n'est tout simplement pas mis à jour. Et cela, au détriment de Madagascar* ».

Lors du Sommet des chefs d'Etat de l'UA, Jean Ping s'est refusé à rencontrer les émissaires de Marc Ravalomanana et d'Andry Rajoelina présents à Addis-Abeba. Ramtane Lamtara, Commissaire à la Paix et de la Sécurité, a formulé le souhait que la crise malgache se résolve dans les semaines à venir. Il a aussi tenu à rappeler que c'est toujours Joaquim Chissano, personnalité très contestée par une partie de la classe politique malgache, qui dirige la médiation, avec l'appui de Leonardo Simão.

2 février : résistance des mouvances Ravalomanana et Zafy et de la société civile à la feuille de route de la Sadc. Comment justifier le pouvoir discrétionnaire de nomination accordé au président de la Transition ? Assisterait-on à la capitulation de la communauté internationale devant la détermination des gouvernants de fait ? La nécessaire refonte des listes électorales compromet le respect du calendrier proposé par la médiation.

Le plan de Leonardo Simão à prendre ou à laisser. La plupart des groupements politiques ont été reçus par le médiateur de la Sadc pour lui faire part de leurs réactions à la proposition de feuille de route. Les formations proches du pouvoir l'approuvent, avec parfois quelques bémols, **mais la mouvance Ravalomanana demande « du temps pour réfléchir »**, selon les termes de Mamy Rakotoarivelo. Il doit aussi, selon ses dires, en référer aux autres membres de la mouvance et surtout, à Marc Ravalomanana. Ce n'est donc pas tout à fait une fin de non recevoir mais Mamy Rakotoarivelo considère que le projet soumis n'est ni plus ni moins que la légitimation du coup d'Etat de 2009, en contradiction avec les Accords de Cotonou et la Charte africaine des droits de l'homme. Le sursis demandé sera-t-il accordé ? On peut supposer que les formations qui ont donné leur aval seront impatientes de signer le protocole d'accord, après avoir procédé aux dernières retouches. *Tribune* et *Le Courrier* notent cependant **que le document n'a pas encore été soumis pour approbation à la Sadc et à l'UA.** Le « *Tim Raharinaivo* » déclare que cette feuille de route lui convient, celle-ci étant dans le droit fil des accords politiques d'Ivato et des résolutions de la « *Conférence nationale* ». L'Arema, « *aile Pierrot Rajaonarivelo* », demande que la feuille de route prévoit l'organisation des présidentielles avant les législatives. Le parti demande également que le document veille à l'équilibre

régional dans la composition des structures de la Transition, il met en garde contre un risque de frustration des populations côtières.

Pour *Midi*, la feuille de route accule les 3 anciens présidents à rejoindre le processus piloté par le président de la Transition. Le quotidien écrit : « *La feuille de route du Dr Leonardo Simão ne semble plus accorder aux problèmes de fond qui ont freiné les solutions toute la concentration et l'attention qu'ils méritent. Exit la réconciliation nationale et l'amnistie ! La priorité des priorités de la médiation est d'inviter les forces politiques marginalisées à rejoindre les institutions de la Transition nées de l'Accord d'Ivato, pour leur donner une image consensuelle et inclusive* ». Pour *La Gazette*, « **tout indique déjà qu'elles [les 3 mouvances] vont rejeter la feuille de route et avancer des contre-propositions.** [...] La mouvance Zafy se montre la plus radicale et ses revendications vont plus loin que celles de deux formations sœurs, jusqu'à l'abrogation de la Constitution de la IVème République et la refonte de la HCC. [...] La proposition Simão va atterrir sur les pierres déjà rencontrées à Maputo et à Addis-Abeba et sur lesquelles les négociations ont déjà fait naufrage : la limitation et la supervision des pouvoirs du chef de la Transition ainsi que le contrôle des ministères-clés. [...] **Comment expliquer les faveurs particulières accordées par Leonardo Simão à Andry Rajoelina dans la feuille de route ?** Probablement parce que lors de son séjour de trois semaines dans la capitale, il a pu constater que le chef de la Transition contrôlait l'administration, l'armée et tout le territoire. L'émissaire de la Sadc a donc placé Andry Rajoelina au centre de son dispositif, afin d'assurer la continuité de l'Etat mais aussi la paix et la stabilité dans l'île ».

Pour *Sobika*, « **le pouvoir de nomination total de la Présidence donne matière à réflexion** ». Le site écrit : « même Andry Rajoelina n'en demandait pas tant : tous les pouvoirs de nomination lui reviennent. [...] N'est-ce pas un peu trop ? », Notamment « pour la Ceni dont le i veut dire indépendance. Comment peut-elle l'être si elle est nommée par la Présidence ? Les élections seront immédiatement contestées et contestables ! [...] Cette proposition de Simão contredit la théorie de la séparation des pouvoirs, socle républicain des démocraties. [...] Donc à méditer avant d'adopter. ».

Le Courrier s'interroge : **assisterait-on à la capitulation de la communauté internationale devant la détermination des gouvernants de fait ?**

Madagate salue « le revirement spectaculaire de la Sadc anglophone. [...] **Il aura fallu deux ans et les révolutions tunisienne et égyptienne pour ouvrir les yeux de la Sadc**».

La Société civile s'oppose à jouer le rôle que lui attribue la feuille de route proposée par Leonardo Simão. L'article 20 de sa proposition stipule que « *la société civile malgache, dont les Raiamandreny mijoro, la CNOSC, la FFKM et le FINONA, est chargée du suivi et du contrôle de l'application de cette feuille de route, jusqu'à la fin de la période de transition* ». Les attributions du bureau de liaison, en somme. Un rôle que refuse de jouer Lalao Randriamampionona, présidente de la Coordination Nationale des Organisations de la Société Civile (CNOSC). Pour elle, la feuille de route n'a pas de raison d'être. « *Nous avons conclu un accord avec Joaquim Chissano qui est le médiateur en chef de la Sadc. Pas avec le Dr Leonardo Simão qui n'est qu'un simple émissaire* », a-t-elle fustigé. Elle rappelle que « *le processus devait être malgacho-malgache, comme prévu* », et estime que « *le document n'aborde pas du tout l'inclusivité et la consensualité que la CNOSC a toujours soutenues depuis le début des négociations pour résoudre la crise* ».

La difficulté de refonte des listes compromet le respect du calendrier électoral. Les imperfections des listes électorales, constatées lors du référendum constitutionnel du 17 novembre, semblent difficiles à corriger. La période du 1er mai au 30 novembre 2011, durant laquelle l'ensemble des élections devrait être organisées, si l'on se réfère à la feuille de route de la médiation, serait déjà remise en cause. Les spécialistes avancent la nécessité de disposer d'un délai de 6 mois pour boucler les opérations. Le travail de refonte s'achèvera au plus tôt au mois d'août et au plus tard, en octobre. L'Instat confirme qu'un recensement général de la population est programmé pour cette année mais les travaux ont pris du retard, il reste à trouver des financements (le coût des opérations est estimé à 4 millions de dollars). La CENI fait preuve d'optimisme et se dit en mesure de réaliser seule le travail de refonte mais ses capacités sont mises en doute par certains chefs de district.

3 février : l'émissaire de la Sadc a reçu les adhésions formelles à sa feuille de route des partis proches du pouvoir. Incertitude sur la position des 3 mouvances, la mouvance Zafy paraissant la plus irréductible. Le document donnerait largement satisfaction au sujet de l'amnistie sélective. Le revirement inattendu de la Sadc interpelle les observateurs.

Hippolyte Ramarison : « **Le clan Ravalomanana s'auto-exclut** ». Le ministre des Affaires étrangères a réagi aux fortes réticences émises par certaines parties concernées par les négociations

conduites par Leonardo Simão, notamment la mouvance Ravalomanana et la CNOSC. Ces formations, avance-t-il, « *devraient désormais faire partie de l'opposition, officiellement. [...] Leur indisponibilité pour collaborer au sein du nouveau schéma ne devrait pas entraver le processus en cours. [...] Une opposition forte et claire sera toujours utile* ».

L'émissaire de la Sadc a reçu plusieurs adhésions formelles à sa feuille de route. C'est le cas notamment de l'Escopol, cette plate-forme regroupant plus d'une centaine de partis et associations politiques, comme l'UDR-C et le Tgv.

Incertitude sur la position des trois mouvances. Des contacts se poursuivraient en coulisse avec les formations qui demeurent réticentes mais la mouvance Zafy a confirmé son opposition catégorique au texte proposé qui octroie les pleins pouvoirs à Andry Rajoelina. Les partisans de l'amiral Ratsiraka n'ont pas encore fait connaître leur point de vue : la décision officielle appartient à l'ancien chef de l'Etat, qui contactera directement Leonardo Simão.

Pour *La Gazette*, « *Les trois mouvances ont été prises dans le piège qu'elles ont tendu à Andry Rajoelina. Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka et Albert Zafy ont joué la carte de la communauté internationale, lorsqu'elles ont réclamé haut et fort l'intervention de la celle-ci (ONU, UA, Brigade d'intervention de la Sadc,...) pour se faire imposer auprès des malgaches, mais il semble qu'elles ont été prises dans leur propre piège* ».

De l'influence de Maurice sur le revirement de la Sadc. D'après *L'Express*, le vice-Premier ministre mauricien aurait joué un rôle de lobbying non négligeable au sein de la Sadc pour faire pencher la balance, sinon provoquer un renversement de situation. Le quotidien écrit : « *Longtemps ignorée, voire méprisée dans cette crise alors qu'elle aurait dû être la première à être sollicitée au titre de pays membre de la COI, plus proche de Madagascar géographiquement et historiquement que la Sadc, la petite Maurice apporte la solution finale. Eh oui, on a toujours besoin d'un plus petit que soi. Pour la Sadc, il fallait faire la part des choses. Après deux ans d'échec des négociations marquées par la rigidité de la position des uns et des autres, il a fallu trancher. Entre le soutien inconditionnel au président déchu et l'enlisement de la crise, et la reconnaissance de l'effectivité du pouvoir de la HAT qui a opéré une ouverture tous azimuts, la Sadc a choisi l'option qui lui offre une opportunité de sortir sans laisser des plumes. [...] Les partisans de Marc Ravalomanana ne sont plus suffisamment solidaires les uns des autres pour pouvoir peser du même poids qu'en 2009, lors des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. [...] L'aile légitimiste de la mouvance Ravalomanana sera marginalisée* ».

Sortie de crise : consensus autour de l'amnistie. La feuille de route de la Sadc aurait répondu à de nombreuses attentes. La majorité des anciens détenus et ex-exilés politiques se déclarent satisfaits des propositions contenues dans la feuille de route présentée par Leonardo Simão. (« *Octroi d'une amnistie large pour tous les événements politiques intervenus entre 2002 et 2009. Sont exclus de l'amnistie les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, les crimes de génocide et d'autres violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales* »). Le général Jean-Emile Tsaranazy, l'un des leaders de la revendication d'un bloc d'environ 500 anciens détenus et exilés politiques qui ont exigé une amnistie générale et préalable aux échéances électorales, pour les affaires relatives à la période 2002-2008, a fait part de sa satisfaction. Certains revendiquent toutefois l'extension de l'amnistie aux événements survenus en 2010, et à tous ceux qui sont poursuivis pour avoir fomenté un coup d'Etat. Ils souhaitent une révision de procès pour les cas douteux qui relèveraient de fausses accusations ou d'une infraction non amnistiable.

4 février : Leonardo Simão quitte momentanément Madagascar sur de nombreuses incertitudes quant au succès de sa mission. Zafy Albert en pointe dans son opposition à la feuille de route et dans la dénonciation du régime. Marc Ravalomanana affirme que le médiateur n'a pas reçu l'aval de la Sadc et de l'UA.

L'émissaire de la Sadc opte pour la discrétion, afin de ne pas hypothéquer l'ultime tentative d'un large consensus sur la transition. Il laisse planer l'incertitude sur l'avancée (ou l'enlisement ?) du processus de médiation. Au terme d'un séjour de 4 semaines dans la Grande Ile, interrompu pour raisons familiales, il s'est contenté de faire part de son optimisme. Aucune information n'a été délivrée sur les étapes à franchir avant l'adoption définitive de la feuille de route. Son entourage laisse entendre qu'il sera de retour dans une dizaine de jours. Entre-temps, ses collaborateurs auront à débayer le terrain en travaillant sur d'éventuels amendements contre-propositions. La médiation a publié un communiqué dans lequel elle affirme que les mouvances Ratsiraka et Ravalomanana ont

réitéré leur disponibilité à continuer à participer au processus de transition, y compris dans ses institutions.

La mouvance Zafy annonce qu'elle ne signera pas la feuille de route. Elle rejette en bloc le plan de sortie de crise de la médiation qui, d'après elle, ne résoudra pas les problèmes du pays. « *La descente pacifique dans la rue est évidente* », déclare l'ancien président, sans fournir plus de détail. Selon lui, la feuille de route a été soufflée par des « *conseillers occultes malgaches et étrangers* ». Mamy Rakotoarivelo affirme que la mouvance Ravalomanana est sur la même ligne mais nuance ses propos en indiquant que son équipe va proposer des amendements. Le Monima de l'ancien Premier ministre de la HAT, Monja Roindefo, a soutenu que le texte est en contradiction avec le principe de consensualité. Deux leaders de l'Arema « *ratsirakiste* » sont en déplacement à Paris : le professeur Ange Andrianarisoa, chef de la délégation Ratsiraka, et Tantely Andrianarivo, ancien Premier ministre de Didier Ratsiraka. Les proches des deux personnalités n'ont pas écarté une éventuelle rencontre avec l'amiral en exil, puisque la situation politique nécessite une décision de sa part. Pierrot Rajaonarivelo, président du MDM et secrétaire général de l'Arema, l'un des premiers adhérents à la proposition de Leonardo Simão, se montre réaliste : « *Nous ne sommes pas encore sortis de cette crise née des différences de points de vue* », a-t-il déclaré. Il réaffirme sa décision de « *signer l'accord et d'adhérer au processus* » et lance un appel aux formations politiques qui n'ont pas encore fait leur choix. Certains comptent sur la fermeté de la communauté internationale pour convaincre les récalcitrants à franchir le pas.

Marc Ravalomanana : la feuille de route est une proposition personnelle de Leonardo Simão. Intervenant depuis l'Afrique du Sud, il a tenu à rassurer ses partisans : « *Il s'agit d'une proposition personnelle du Dr Leonardo Simão, éditée à la va vite et sans professionnalisme. Un tel document devrait être rédigé en plusieurs langues alors qu'il n'y a même pas une version anglaise. Rassurez-vous, je ne signerai pas et ni la Sadc, ni l'UA ne vont valider cette feuille de route* » a-t-il affirmé.

Zafy Albert déclare une nouvelle guerre contre le président de la HAT et son régime, en organisant un « ampamoaka » (« déballage ») sur les affaires de bois de rose et la fusillade du 7 février 2009. A l'occasion de sa conférence de presse destinée à expliquer son refus de signer la feuille de route, il a fourni des témoignages qui disculperaient la garde présidentielle de la tuerie qui a fait une cinquantaine de morts devant le palais présidentiel et il a mis en cause un certain nombre de personnalités aujourd'hui au pouvoir, dont des ministres et des conseillers spéciaux auprès de la présidence. Selon lui, un contrat aurait été passé entre la franc-maçonnerie et un responsable de la HAT pour provoquer délibérément le sacrifice de 40 victimes, rapporte *Sobika*. Il affirme par ailleurs qu'« *une personne est prête à témoigner devant les instances internationales sur le cas du 26 janvier 2009* » [le « *lundi noir* » *durant lesquels les pillages auraient fait plus d'une centaine de morts et que la rumeur dit avoir été commandités. Aucune suite n'a été donnée aux plaintes : ni enquête sérieuse, ni arrestation, ni dédommagements pour les victimes*]. La mouvance Zafy a voulu enfin démontrer que des membres de la HAT faisaient partie intégrante du réseau des exploitants illicites de bois de rose vers la Chine. Des milliards de dollars sont en jeu dans cette affaire et seul 1% des revenus est rapatrié au pays.

6 & 7 février : les incertitudes prévalent à nouveau sur la sortie de crise après l'interruption de la mission Simão. Le mouvement des ecclésiastiques se manifeste à nouveau. Zafy Albert proposera 2 contre-projets de Constitution, avec le concours de Raymond Ranjeva. Les Forces armées, conscientes de leur fragilité, soucieuses de leur unité.

Le doute frappe de nouveau les observateurs de la vie politique face au nouvel atterrissement de l'adoption de la feuille de route proposée par Leonardo Simão. *Le Courrier* écrit : « *Il a fallu que Simão agite la "carotte" pour que les partisans d'Andry Rajoelina accourent pour signer [la feuille de route] sans condition et l'appliquer sans broncher, alors qu'il y a à peine un mois, cette médiation était décriée. Les médias pro-HAT ont même demandé l'expulsion de cet émissaire indésirable, sollicitant la communauté internationale de ne pas s'ingérer dans cette crise malgache. Tous les mots ont été prononcés contre nos voisins africains de la Sadc, les accusant de tous les "maux", mais aujourd'hui on oublie tout et l'on jubile de l'autre côté du Canal de Mozambique de cette volte-face qui confirme que le camp d'Andry Rajoelina a bel et bien besoin d'une reconnaissance internationale et ne peut plus avancer car le pays est en passe d'être asphyxié économiquement et financièrement. La communauté internationale nous démontre ainsi que le cas malgache est le cadet de ses soucis face à la situation qui prévaut dans le Maghreb, au Soudan, en Somalie, en Afrique de l'Ouest, etc.... [...]*

Nous nous sommes entêtés à aller vers un processus unilatéral qui a maintenant des conséquences économiques et financières désastreuses. Même ceux qui ont donné l'illusion de nous aider en dehors des circuits traditionnels ne veulent plus s'engager faute de garantie politique et de peur de rompre la solidarité au sein du G20, comme c'est le cas de la Chine. Nous sommes en train de payer deux années de discours nationalistes et un langage qui frisait l'africanophobie. [...] Conscientes de ces enjeux, les trois mouvances jouent le pourrissement de la situation après avoir été exclues du jeu pendant 2 ans».

Le mouvement des ecclésiastiques refait surface. Ce mouvement des pasteurs de l'Église protestante a rempli le théâtre de verdure d'Antsahamanitra. Ses animateurs ont déclaré, s'appuyant sur des textes bibliques, que le moment n'est pas encore venu pour eux de se taire. Le mouvement traîne depuis sa création la réputation d'être à la solde de l'ancien président Ravalomanana, ce dernier étant toujours vice-président de la Fjkm. Les ecclésiastiques n'ont pas hésité à critiquer les conditions de vie qui sont faites à la population. « *Nous remarquons tous que les Malgaches vivent dans une misère sans précédent, sauf peut-être pendant la colonisation* », ont-ils dénoncé. Ils considèrent que la population est « *plongée dans les ténèbres* » et que leur mission est de la reconforter. Ils dénoncent les atteintes à la liberté d'opinion, les incarcérations d'opposants, la non-réouverture de la radio Fahazavana. De nombreux militants des 3 mouvances ont assisté au culte. Les organisateurs annoncent d'autres rassemblements et la prochaine publication d'un plan de sortie de crise. La dernière manifestation du mouvement date du 20 mai 2010, lors de la rébellion à la FIGN, à l'issue de laquelle certains membres du mouvement ont été arrêtés.

Sortie de crise : Zafy Albert proposera 2 contre-projets de Constitution, avec le concours de Raymond Ranjeva. La mouvance, qui ne reconnaît ni le référendum du 17 novembre 2010 ni la Constitution de la IV^e République, a annoncé la création d'un « *comité ad hoc chargé d'élaborer deux propositions de Constitution, l'une de type fédéral, et l'autre unitaire* ». D'après les déclarations d'Emmanuel Rakotovahiny, « *ces deux propositions ont été faites conformément aux exigences de la population des 22 régions de l'île, notamment lors des Dinika Santatra et de la Conférence nationale, organisées par HAT* ». Ces projets seront élaborés avec le concours du Pr Raymond Ranjeva, qui sort ainsi de son silence suite à son audition par la Justice dans le cadre de l'affaire de la BANI. Il a tenu par ailleurs une réunion publique au cours de laquelle il a présenté à nouveau son programme « *Vonjy Aina* » de sortie de crise. L'initiative de Zafy Albert s'analyse comme une contre-offensive à la médiation de la Sadc mais les médias se demandent dans quel contexte et à quelle occasion la mouvance Zafy entend soumettre ces propositions à l'épreuve des urnes. Le quotidien *Les Nouvelles* observe « *qu'en se référant aux résolutions des Dinika Santatra ou d'Ivato, la mouvance Zafy n'a jamais participé à ces réunions en soutenant toujours que celles-ci étaient initiées d'une manière unilatérale. Et voilà que, pour avancer sa contre-proposition, les deux assises constituent pour elle des références... Mais ce faisant, la mouvance Zafy trace une nouvelle ligne de démarcation par rapport à celles de Didier Ratsiraka et de Marc Ravalomanana, ayant été la seule à s'être clairement exprimée contre la feuille de route proposée par Leonardo Simão* ».

Amnistie, émotions et réconciliation. Extraits de l'édito de Tribune suite aux prises de position réitérées de Zafy Albert en faveur de la réconciliation nationale.[...] « *Sous peine de passer aux yeux de la population comme étant la réconciliation des copains et des coquins, toute démarche aboutissant à une amnistie d'hommes politiques ne ferait que pérenniser le cycle de crises politiques, si elle devait faire l'impasse sur la recherche et la révélation publique de la vérité sur les turpitudes et égarements de ces mêmes hommes politiques. Mais alors, pourquoi ne pas simplement laisser les tribunaux essayer de faire leur travail, pourrait-on demander ? Parce qu'un tribunal a pour vocation de redresser les torts et de protéger équitablement les victimes, la Société et même les délinquants, mais pas de réconcilier. Et pour être efficace dans ces missions, un tribunal se doit de masquer les émotions. Qui a assisté dans sa vie privée à une réconciliation sait qu'elle s'accompagne le plus souvent de larmes. Chose quasi-impossible dans la procédure d'un tribunal, et loin d'être évidente dans la culture malgache dès lors que l'on sort du cadre familial. [...] Une démarche « Vérité et Réconciliation » doit permettre aux victimes de faire leur deuil des événements. Pour cela, ces victimes doivent avoir l'occasion d'exprimer leurs émotions, leur douleur, leur colère... Journaux et forums électroniques sont remplis de déclarations tonitruantes, mais les véritables victimes des hommes politiques sont-elles présentes dans de tels espaces ? Agriculteurs victimes de spoliations de terres, chômeurs, veuves, orphelins et handicapés des manifestations politiques, ils n'ont guère la possibilité de s'exprimer et continuent sans doute de ruminer leurs émotions. Au risque de tomber*

dans la dialectique du « tous pourris » ou de se prêter aux manœuvres du premier manipulateur de service ».

Forces armées : haro sur les déstabilisateurs. Elles restent sensibles à tout événement touchant leur solidarité, témoignant de leur fragilité persistante après les crises successives qui les ont ébranlées. « *Des entités, voire des personnalités, continuent de manifester une velléité de causer le trouble au sein de la communauté militaire. Et ce, pour favoriser des desseins politiques et des intérêts personnels* », déplore un communiqué du ministère des Forces armées, qui critique ce qu'il considère comme une « *campagne de déstabilisation diligente* ». Les responsables du ministère insistent sur la nécessité d'un recoupement de toutes informations concernant les Forces armées « *car les intentions qui sont à l'origine de ces informations ne vont pas toujours dans le sens de l'apaisement et de la sérénité* ».

Norbert Lala Ratsirahonana contre-attaque. Le conseiller spécial du président de la Transition confirme son attachement au régime, après une longue période de silence. Il pointe du doigt l'opposition pour son attitude. « *Les politiciens qui font obstacle à la mise en place des institutions [de la Transition] sont responsables de l'éventuelle non-obtention de la reconnaissance internationale* », a-t-il souligné. Il a rappelé la création, dans le cadre des accords avortés, de deux postes de co-présidents du Conseil présidentiel, pour fustiger l'attitude des dirigeants de l'opposition. Il a révélé « *que disposant des deux voitures Mercedes et Mondéo, un co-président du Conseil présidentiel a exigé 86 gardes du corps* ». La riposte de Norbert Ratsirahonana n'est pas fortuite dans la mesure où les opposants l'ont souvent accusé d'être derrière toutes les décisions « *irréfléchies* » prises par le régime. Il se dit « *prêt à récidiver s'il le faut* » et juge que sa participation au renversement du régime et à l'installation au pouvoir d'Andry Rajoelina est « *un acte de pur patriotisme. [...] Il n'y a eu ni corruption ni monnayage dans ce changement de régime* », contrairement à ce qu'affirme Marc Ravalomanana.

8 février : controverses autour de la commémoration des événements du 7 février 2009. La nomination des membres du gouvernement en gestation. La feuille de route de la médiation soulève à nouveau la question de la clé de répartition. Des experts en élections de l'OIF à la rescousse. Pressions en faveur de la candidature d'Andry Rajoelina à la présidentielle.

Deux grands absents au culte œcuménique commémorant la fusillade du 7 février 2009. Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès et de l'une des deux ailes du Tim, explique son absence par un choix délibéré. « *La célébration du culte risquait de raviver la tension et ne militait pas en faveur d'un apaisement* », soutient l'ancien membre de la mouvance Ravalomanana. Il concède que « *les événements du 7 février sont tragiques* », avant d'ajouter : « *mais dans ce cas-là, pourquoi ne pas célébrer un culte pour commémorer les événements de 1972, de 1991 ou encore de 2002 ?* ». Il précise qu'il n'a pas eu l'intention de boycotter la cérémonie. « *Il n'y a pas de guerre entre moi et le régime actuel* » dit-il. Absent, Jean-Michel Rajaonarivony, président de la HCC, se contente de déclarer que l'évènement était « *trop politique* ». De retour d'une mission à l'extérieur, il n'avait pas été invité.

Monja Roindifo, pas sûr de la provenance des tirs. Il ignore si ces tirs provenaient de l'intérieur ou de l'extérieur du palais présidentiel d'Ambohitsorohitra. Il ne peut donc ni disculper ni inculper la garde présidentielle de l'époque. « *Chacun doit apporter des preuves* » affirme Monja Roindifo, faisant référence aussi bien aux affirmations des partisans d'Andry Rajoelina qu'à celles de Zafy Albert ou de Charles Randrianasoavina. Monja Roindifo a déclaré qu'un tribunal impartial devrait être monté pour juger l'affaire du 7 février. Il s'est dit « *prêt à répondre de ses actes* ».

« Il n'y a aucun obstacle à la saisine du TPI par les membres de l'AV7 », déclare la ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa. Un comité serait chargé de valider le dossier. Une prise de position contradictoire avec celle de la ministre en date du 21 janvier, en réponse à une demande identique émanant du lieutenant-colonel Charles Andrianasoavina. Celle-ci était allée jusqu'à suspecter l'ancien directeur de la FIS d'avoir « *un problème psychiatrique* ». Pour ce qui est de la compétence du TPI, la ministre avait déclaré : « *le TPI ne peut être saisi, que lorsque toutes les voies de recours imposées par le droit sont épuisées dans les différents rouages de la justice nationale* ».

Pour La Gazette, « l'espoir des victimes du massacre du 7 février 2009 peut se transformer en illusion ou une utopie. Jusqu'à ce jour, la communauté internationale n'a pas encore statué sur l'importance de ce massacre. Pour déterminer les responsabilités et les réalités, la communauté internationale propose toujours la mise en place d'une commission d'enquête internationale qui fut déjà proposée lors de la rencontre politique de Pretoria ».

La nomination des membres du gouvernement est en gestation. La course au poste de Premier ministre reste ouverte. Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès et président de l'une des deux ailes du Tim, confirme l'existence de tractations. « *On nous contacte pour nous demander notre appui à une telle ou telle personnalité* », témoigne-t-il. « *Pour notre cas, nous ne sommes pas intéressés par le poste* », ajoute-t-il. Annoncé après le référendum du 17 novembre 2010, le nouveau gouvernement n'a pas encore vu le jour. L'évolution de la situation politique, surtout la position de la communauté internationale, pourrait, entre autres, expliquer ces atermoiements. Plusieurs noms circulent parmi les prétendants, volontaires ou appuyés par les acteurs de la vie politique. Depuis quelques jours, celui de Zazah Ramandimbarison, l'actuel directeur de cabinet d'Andry Rajoelina, s'ajoute à la liste. Le général Camille Vital défend son bilan et espère bien pouvoir conserver son poste.

Proposition de feuille de route de la médiation : la clé de répartition pose problème. Le passage de la proposition de sortie de crise de l'émissaire de la Sadc, Leonardo Simão, relatif à l'élargissement des institutions de la Transition, en l'occurrence du CST et du Congrès, provoque le débat. Le point de discord se trouve non pas sur la logique du texte, qui veut que cette élargissement maintienne les membres actuels à leurs postes et ouvre les portes de ces institutions aux opposants qui ont signé la feuille de route, mais sur la représentativité de l'opposition. « *Il n'y a pas encore de clé de répartition prédéfinie. L'élargissement touche clairement les partis de l'opposition qui se disent prêts. Le problème se trouve au niveau de certains partis de l'opposition* », explique un représentant du parti Tgv, pointant du doigt les divisions internes de l'ex-parti présidentiel Tim.

Des experts en élections de l'OIF à la rescousse. Les élections figurent de nouveau au centre des préoccupations des acteurs de la sortie de crise. L'OIF a avisé le ministère des Affaires étrangères de l'arrivée d'une délégation d'experts, qui compte dans ses rangs le général malien, Siaka Sangaré, délégué général aux élections au Mali, qualifié par la presse malienne de « *meilleur expert en matière électorale* », et d'Hugo Saada, délégué à la paix, à la démocratie et aux droits de l'homme de l'OIF. Andrianarivo Rajaona vient s'ajouter à cette liste. Ce dernier a déjà représenté l'OIF à Brazzaville en 2004, lors de la session extraordinaire du conseil d'administration de l'OFPA. Les Nations Unies poursuivent leurs consultations auprès des différentes entités politiques en vue d'établir un calendrier électoral accepté par tous. Andry Rajoelina voit dans ces visites la preuve que la communauté internationale reconnaît la IV^{ème} République.

La pression s'intensifie pour qu'Andry Rajoelina se présente à la présidentielle. *L'Express* écrit : « *Entre l'aspiration des militants du mouvement populaire dont il était le meneur, et l'exigence de la communauté internationale en contrepartie de sa reconnaissance envers le régime transitoire, Andry Rajoelina balance. La position du président de la HAT devient de plus en plus embarrassante pour lui-même* ». Interrogé par l'association des victimes du 7 février 2009 (AV7) à l'occasion de la commémoration de ces événements, le président de la Transition a refusé de se prononcer clairement. Le président de l'AV7 a rappelé la responsabilité d'Andry Rajoelina en sa qualité de leader des manifestations pour le changement. « *C'est vous que nous avons suivi. Vous êtes notre capitaine. [...] Nous ne vous laisserons jamais vous abstenir de vous présenter aux présidentielles* », a-t-il lancé. Pour l'AV7, la candidature d'Andry Rajoelina s'analyse comme la suite logique des manifestations de la Place du 13-Mai. Un mouvement qui a fait des martyrs. En attendant, Andry Rajoelina a déclaré que l'AV7 aura des sièges réservés au sein du Parlement de la Transition et que « *le pouvoir fera tout son possible en vue de l'adoption d'une loi relative à la poursuite des paiements et des autres indemnités dues à toutes les victimes de ce carnage* ». Pour *Les Nouvelles*, « *aucune précision n'a été donnée en ce qui concerne le nombre de ces représentants de l'AV 7 [au Parlement de la Transition] mais [...] on s'attend déjà à une « guéguerre » interne parmi ses membres. Tout le monde veut être casé mais les places sont limitées. [...] La nomination de ces représentants de l'AV 7 n'a pas été prévue dans la nouvelle feuille de route de sortie de crise. Toutefois et dans une certaine mesure, elle constitue une manifestation de l'élargissement prévu du CT et du CST à toutes les sensibilités* ».

9 février : verdict attendu dans le procès des 3 leaders de l'opposition. Un test de la volonté du pouvoir de jouer l'apaisement. La communauté internationale aurait opté pour la realpolitik en jouant la carte de la feuille de route proposée par Leonardo Simão.

Procès de Fetison Andrianirina, Zafilahy Stanislas et du pasteur Edouard Tsarahame : après près de 3 mois d'emprisonnement tumultueux (avec plusieurs transferts en catimini d'un lieu de détention à l'autre), 2 reports et 6 demandes de liberté provisoire refusées, les 3 leaders de l'opposition ont comparu à la barre dans une ambiance tendue. Leurs avocats ont tenté de prouver leur innocence en proposant de visionner une vidéo des événements, procédé déjà utilisé dans l'affaire de la fusillade du 7 février 2009. Mais le juge s'y est opposé. Fetison Rakoto Andrianirina, comme ses deux co-accusés, a nié d'une manière catégorique les charges formulées à son encontre. Il est poursuivi pour refus d'obtempérer quand les forces de l'ordre ont dispersé les manifestants, d'avoir fait appel à la violence et d'avoir participé à une manifestation non autorisée dans la rue. « *Nous n'avons reçu aucune sommation des forces de l'ordre ce 10 novembre* », a-t-il soulevé pour se défendre contre la première accusation. Le chef de délégation de la mouvance Ravalomanana a mentionné l'existence d'un accord de principe en faveur de l'utilisation du stade Malacam par les 3 mouvances, deux fois par semaine. Mais la préfecture de police a changé d'avis au dernier moment. Et ce n'est que le 10 novembre, chez le patron de l'État-major mixte opérationnel régional, qu'ils ont été informés de la réponse à leur demande d'autorisation de tenir un meeting. Dans sa plaidoirie, Me Hanitra Razafimanantsoa a engagé la responsabilité du préfet de police qui, suivant ses termes, n'a pas agi dans le délai raisonnable. Elle a considéré que le silence de l'autorité vaut autorisation. Afin de donner une teinte politique à l'affaire, l'avocate a dénoncé un « *deux poids, deux mesures* » puisque contrairement au présent cas, la juridiction ne s'est pas saisie d'office dans l'affaire des pillages du 26 janvier 2009. « *Si on se réfère à ce dossier que nous traitons, ceux qui sont actuellement au pouvoir auraient dû faire l'objet d'emprisonnement* », a ajouté un de ses collègues.

Commentaire de *La Gazette* : « *Quand on met en avant actuellement la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la Justice, beaucoup sourient d'un air moqueur. [...] Ces valeurs proclamées en 2009 sur la Place du 13-Mai n'ont pas été traduites dans la réalité et la Justice est restée ce qu'elle a été sous les régimes précédents, c'est-à-dire sous la coupe de l'exécutif. Bref, dans le verdict attendu, le régime peut orienter la situation dans le sens qu'il veut : s'il aspire à une décrispation et entend ouvrir la voie à un rapprochement avec l'opposition, il sait ce qu'il a à faire. Si par contre il ferme la porte aux 3 mouvances et compte sur lui-même pour sortir le pays de la crise, la sentence du tribunal sera intransigeante. En tout cas, les médiateurs étrangers souhaitent certainement un jugement de modération qui ne pourra que faciliter leur tâche* ».

Le procès des journalistes de Radio Fahazavana renvoyé au 12 avril. Les 10 employés de cette station appartenant à la Fjkm ont recouvré provisoirement la liberté le 7 septembre 2010, après avoir été placés sous mandat de dépôt le 27 mai.

Les « sages » insistent sur l'urgence de la réconciliation nationale. « *La réconciliation nationale ne devrait pas attendre la formalisation de la feuille de route. C'est important* », a déclaré Honoré Rakotomanana, l'un des représentants des « *Raiamandreny Mijoro* » lors d'une rencontre avec le CST. Ils ont tenté de sensibiliser l'assemblée à l'intérêt de la mise en place rapide du « *Conseil du Fampihavanana Malagasy* » (CFM), prévu par la Constitution de la IV^{ème} République.

Eclatement de l'Escopol, groupement politique initiateur des Accords d'Ivato. L'Escopol, au fil du temps et des intérêts politiques, est devenu un nom générique de désormais trois entités et groupements politiques. L'Espace de concertation des organisations et partis politiques (Escopol) regroupant Alain Andriamiseza, Saraha Georget Rabeharisoa, et le Pr Alain Tehindrazanarivelo, ainsi qu'une pléiade d'autres partis politiques, a étalé au grand jour les différends qui le mine. Un groupement dénommé « *Escopol conventionnel* » (Espace de convention des partis politiques) avait déjà manifesté sa dissidence. Une autre frange de l'Escopol, auto-dénommée « *Exopol* » (Examen d'orientation politique, économique et social), a manifesté la volonté de quitter la plate-forme. Les luttes d'influence au sein de ce groupement de plusieurs dizaines de partis ou de micro-partis sont apparues dès la constitution des listes de personnes appelées à siéger dans les deux assemblées de la Transition. Les 3 composantes comptent rencontrer le médiateur de la Sadc à son retour à Madagascar et veulent présenter leurs propres listes aux postes des institutions de la Transition.

La communauté internationale aurait opté pour la realpolitik en jouant la carte de la feuille de route proposée par Leonardo Simão, selon le sociologue Paul Rabary. Il estime que la communauté internationale est en présence de deux alternatives : soit elle pousse à bout le concept de consensus et d'inclusivité, avec les résultats que l'on connaît au bout de deux ans d'efforts, soit elle accompagne la Grande Ile dans l'organisation de ses élections, choix auquel elle semble se

résoudre. L'essentiel pour elle est de rétablir la stabilité afin de rendre confiance aux investisseurs étrangers. Que ce soit en Tunisie ou en Egypte, la communauté internationale s'est toujours accommodée d'un dictateur qui symbolise pour elle la stabilité. La communauté internationale est à la recherche d'une personnalité pouvant garantir cette stabilité. Andry Rajoelina est-il l'homme de la situation ? Sa candidature à la présidentielle ne serait crédible que s'il dispose des compétences reconnues pour les postes clé et s'il bénéficie d'appuis à l'international. Il a déclaré qu'il ne se portera pas candidat. S'il change d'avis, il en sera discrédité, quelle qu'en soit l'explication.

10 février : verdict modéré pour Fetison Rakoto Andrianirina et ses 2 co-inculpés. Le riz, le sucre... un défi de plus pour la HAT. Un risque d'explosion sociale qui pourrait être attisé par l'opposition.

Fetison Rakoto Andrianirina condamné à 13 mois d'emprisonnement avec sursis. 10 mois de la même peine pour le pasteur Edouard Tsarahame et Stanislas Zafilahy. A ces peines s'ajoutent 6 mois avec sursis pour rébellion entraînant des dégradations. 16 autres opposants ont également été condamnés à des peines de 6 à 12 mois d'emprisonnement avec sursis. Une liberté qui reste toutefois précaire dans la mesure où le sursis prononcé n'expire qu'après un délai de 5 ans, conformément au code de procédure pénale. La moindre récidive expose les intéressés à un emprisonnement ferme. Le chef de délégation de la mouvance Ravalomanana et ses compagnons ont immédiatement rejoint le Magro de Behoririka, où se réunissent quotidiennement les partisans de l'ancien chef de l'Etat. Ils ont été accueillis en héros. Cette libération n'a pas calmé la colère des partisans de l'ancien président, qui dénoncent un régime autoritaire et antidémocratique. Pour eux, la condamnation de 3 de leurs leaders ainsi que de 16 autres manifestants à des peines d'emprisonnement, même avec sursis, ne signifie ni plus ni moins qu'une volonté d'étouffer la liberté d'expression. Leurs avocats ont déjà annoncé leur intention de faire appel. Fetison Rakoto Andrianirina a exigé la libération des autres détenus politiques tout en tenant, malgré tout, un discours rassembleur. « *Nous allons recourir à la réconciliation et non à la vengeance* », a-t-il promis. Fetison Andrianirina et ses co-détenus remercient toutes les personnes qui les ont soutenus pendant leur incarcération, ainsi que leurs familles, la justice, la société civile, les 3 mouvances, les responsables des prisons et les gardes pénitentiaires. Il a démenti l'existence d'éventuelles tractations en vue de son intégration dans le prochain gouvernement d'union nationale. Le quotidien *Les Nouvelles* voit dans ce verdict un signe de la volonté d'apaisement de la part du régime.

Guy Maxime Ralaiseheno débouté. Le Conseil d'Etat a rejeté la plainte du président de l'Association des Maires de Madagascar (AMM) et maire d'Ankaraobato. Il avait demandé un sursis à exécution et l'annulation de l'arrêté du ministère de l'Intérieur le suspendant pour une période d'un mois de ses fonctions. Guy Maxime Ralaiseheno était sorti de prison le 22 janvier. Il réaffirme son opposition totale au régime.

Flambée des prix du riz : ultimatum du président de la HAT aux ministres. Andry Rajoelina a ouvertement critiqué l'inefficacité de la méthode de gestion des ministres concernés pour maîtriser la hausse des prix. Il évoque même « *des errements dans l'exécution des consignes données lors du Conseil des ministres concernant la vérification physique de tous les stocks de riz existants actuellement dans le pays* ». Il en est de même pour « *des défaillances flagrantes dans la distribution du riz à 1.180 Ar le kilo* ». Un Conseil restreint est convoqué, il doit lui soumettre des solutions sous 24 heures. Andry Rajoelina a lancé des accusations à peine voilées à l'endroit des opérateurs qui spéculent. L'écart de prix entre le prix du riz importé et le prix pratiqué sur les marchés n'est pas justifié. Il en est de même pour le sucre. Le Conseil des ministres a évoqué un projet de réquisition de 6.000 tonnes de sucre à la Sirama d'Ambilobe, pour revendre le produit à 1.400 Ar sur le marché local mais les gestionnaires chinois de la Sirama ont refusé la réquisition et ont intenté un recours au Conseil d'Etat. Ils ont immédiatement cédé ledit stock à un opérateur d'origine indienne de la capitale, lequel l'a écoulé à des grossistes au prix de 2.400 Ar le kg, selon la présidence. La hausse du prix de la farine a contraint les boulangers à réduire le poids de leurs pains, afin de rendre la flambée des prix plus indolore. *La Gazette* affirme que Marc Ravalomanana est en relation avec de grands spéculateurs afin de tenter de provoquer un mécontentement social susceptible de déstabiliser le régime.

Une cargaison de 30.000 tonnes de riz est en cours de débarquement à Toamasina. Quelques 500 tonnes sont déjà arrivées dans la capitale et ont été mises sur le marché. Ces produits sont vendus au prix de 1.180 ariary le kilo auprès des détaillants.

« **Murineriz** » titre **L'Express**. « On se demande comment ces ministres pourront résoudre le problème en si peu de temps alors qu'ils se sont montrés incapables d'anticiper cette flambée depuis des mois. Gouverner c'est bien prévoir. Certains vont certainement proposer la suppression des Tsena mora et de l'intervention de l'État devenu importateur, qui ont perturbé le fonctionnement du marché. Le riz est un produit sensible, souvent une redoutable arme politique capable de tuer autant de gens qu'une Kalachnikov. La Ile République de Ratsiraka s'était cassée les dents en voulant contrôler la production, la collecte et la distribution de la nourriture fondamentale des Malgaches, à travers des sociétés gérées par les membres de sa famille et de son parti. Il en résultait une terrible... pénurie. L'État régulateur a cédé son rôle à un État épicerie qui s'est embourbé dans une inextricable crise alimentaire. Veut-on retenter la malheureuse expérience ? La seule annonce de l'importation de riz par l'État a fait frémir le marché. Le prix atteint des sommets avant même l'arrivée des cargaisons de salut public et sans qu'il y ait pénurie. Comme le prix de tous les autres produits de consommation augmente, celui du riz non importé ne peut que suivre la spirale ».

Alain Tehindrazanarivelo, membre du CST et de l'Escopol a rencontré la Troïka de la Sadc en Afrique du Sud, composée des représentants de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Mozambique. La visite du professeur de médecine coïncidait avec la présentation du rapport sur Madagascar par Leonardo Simão à la Troïka. On ignore s'il s'agissait d'une mission officielle, d'un déplacement pour le compte de sa formation politique ou d'un voyage professionnel. Le retour du médiateur Leonardo Simão est annoncé mais celui-ci prend le temps de consulter des responsables africain avant de reprendre sa mission interrompue pour raisons familiales.

Insécurité : les armes utilisées appartiennent à l'armée. Face à la prolifération des actes de grand banditisme, la gendarmerie a lancé une importante enquête pour tenter de découvrir qui sont les bandits et surtout d'où viennent les armes et les munitions utilisées. Les forces de l'ordre paraissent dépassées par ces attaques qui se déroulent parfois avec de véritables armes de guerre. Au fil des investigations, il s'avère que les kalachnikovs ainsi que les balles appartiennent à l'armée malgache. Par ailleurs, le mode opératoire de certains bandits laisse penser qu'il pourrait s'agir d'éléments ou d'anciens éléments des forces de l'ordre.

Le trio de députés français qui milite pour la reconnaissance internationale du régime malgache prend des initiatives controversées en Côte d'Ivoire. Selon *La Gazette*, trois députés français de l'UMP devaient s'envoler pour ce pays afin d'y rencontrer le « président » Laurent Gbagbo. Mais le voyage a été annulé à la dernière minute par le président du groupe parlementaire UMP, Christian Jacob. Le trio est composé de Jean-François Mancel, député du Val d'Oise, de Cécile Dumoulin, députée des Yvelines et d'Yves Censi, député de l'Aveyron. Il s'agit du trio qui est venu à Madagascar en novembre pour observer le déroulement du référendum. Les trois personnalités avaient ensuite rédigé un rapport demandant au gouvernement français d'agir en faveur d'une reconnaissance internationale du régime. Elles ont également lancé un appel à la communauté internationale afin que cesse la mise à l'écart des autorités malgaches. Ces initiatives n'ont eu aucune suite, la communauté internationale ayant considéré le référendum comme une mesure unilatérale et ne l'a pas validé. Motif officiel concernant l'annulation du voyage de Côte d'Ivoire : la visite prenait à contre-pied la politique étrangère française qui soutient Alassane Ouattara, vainqueur de l'élection présidentielle, reconnu par la communauté internationale. Il semble surtout que le voyage et le séjour de ces parlementaires devaient être pris en charge par le camp Gbagbo. Ceci attire l'attention sur un fait : le voyage et le séjour du trio dans l'île a probablement été aussi financé par les autorités malgaches en quête de reconnaissance internationale, comme Laurent Gbagbo. La venue de ce trio à Madagascar résulterait d'une initiative de Norbert Ratsirahonana, conseiller spécial d'Andry Rajoelina, qui se démène depuis la « convention d'Epinal » de juin 2009, pour décrocher la reconnaissance de la France.

11 février : début de la mission des experts en élection de l'OIF. La médiation de la Sadc peaufine sa stratégie avant de décider de son retour. Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka n'ont pas encore remis leurs contre-propositions.

La délégation d'experts en élection de l'OIF rencontre la CENI. Pour Hery Rakotomanana, président de la CENI, qui est à l'origine de la venue de cette délégation conduite par le général Liaka Sangaré, délégué général aux élections du Mali et ancien président de la CENI de Guinée, « cette visite de la délégation de l'OIF est importante dans le sens où elle nous permettra d'organiser de bien meilleures élections. De plus, il y a des normes internationales à suivre, qui nous garantiront la

reconnaissance ». Hugo Saada, délégué général de l'Organisation ne cache pas son optimisme quant à la reconnaissance internationale. La tenue des élections serait un pas de plus franchi pour obtenir cette caution diplomatique. La délégation, forte de 5 personnes, des africains et des canadiens, note, « *l'avancée des affaires nationales qu'on ne peut pas ignorer* ». S'agissant de la feuille de route avancée par Leonardo Simão, l'un de ses membres déclare : « *C'est un texte bien défini qui pourrait résoudre la crise politique* ». L'OIF confirme ainsi ses bonnes dispositions à l'égard de la Transition, déjà observées dans le passé. L'ambassadeur de France, Jean-Marc Châtaignier, se félicite de cette mission de l'OIF, qui juge complémentaire de la mission en cours de la Sadc. Il estime que la feuille de route de Leonardo Simão est « *un document de négociations qui doit être discuté par les malgaches, les premiers concernés. Cette feuille de route constitue une bonne base de discussion. Elle a été signée par un plus grand nombre de partis* ».

Médiation de la Sadc : Leonardo Simão peaufine sa stratégie avant son retour à Madagascar, dont la date n'est pas fixée. « *Nous sommes en train de travailler d'autres côtés de notre mission. [...] Nous faisons le bilan en interne des actions accomplies* », a-t-il déclaré au téléphone depuis le Mozambique. Il indique que Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka n'ont pas encore remis leurs contre-propositions à la feuille de route présentée à Antananarivo le 31 janvier. Le dernier mot sur la feuille de route appartiendra au GIC, composé des représentants de la Sadc, de l'UA, des Nations Unies et de la France à travers l'OIF. Le texte est actuellement examiné par le secrétariat exécutif de la Sadc après avoir été soumis au Sommet de la troïka de la Sadc. Il sera ensuite transmis à l'UA.

Fonction publique : le ministre Noëlson William limogé. En l'absence de communiqué officiel, le directeur de la communication de la Présidence a évoqué des pistes sur le mobile de sa mise à l'écart. « *L'option d'un limogeage, la veille d'un remaniement, devrait avoir des motifs graves pour être retenue. À savoir, l'escroquerie, le détournement ou encore l'usage de faux et la trahison* », explique-t-il. Cette thèse est reprise par *La Gazette* : le ministre aurait usé de sa fonction pour exiger des dons d'un opérateur *karana [indo-pakistanaï]* pour le compte de l'association Fitia de l'épouse d'Andry Rajoelina, Mialy. Le quotidien espère qu'une enquête sera ouverte et que la Transition saura mettre un terme à la culture de l'impunité. Il note que le ministre, pas plus que ses collègues, n'a consenti à faire une déclaration de patrimoine. Pour *Sobika*, une autre piste serait l'incapacité du ministre à régler le dossier des travailleuses malgaches au Liban. Les originaires du Sud-est s'insurgent contre ce limogeage.

Monja Roindifo met en place l'« Union pour l'Avenir de Madagascar » (UAMAD). Une plateforme composée d'opérateurs économiques, d'associations paysannes, d'organisations syndicales, de politiciens, de membres de la société civile, de simples associations, dont l'objectif commun est « *la concrétisation des aspirations et revendications de la lutte populaire de 2009* ». L'ancien Premier ministre de la HAT estime que « *les tenants actuels du pouvoir ont dénaturé et dévié le « tolobahoaka » de ses objectifs qui sont notamment l'instauration d'un Etat de droit, la dénonciation des exploitations illicites des richesses nationales, la mise en place de la démocratie effective* ».

12 février : l'OIF et la COI se mobilisent en faveur de la feuille de route de Leonardo Simão. Les partisans du régime d'impatientent de la voir appliquée. Les 3 mouvances tergiversent et veulent encore pouvoir l'amender.

Une délégation commune de l'OIF et de la COI rencontre Andry Rajoelina. Le trio OIF-COI-Transition appuie la feuille de route de Leonardo Simão. Hugo Saada (OIF) et Callixte Doffhy (Seychelles/COI) se déclarent satisfaits de leurs entretiens et confirment leur appui au processus. La mission de la délégation est pour l'heure de procéder à des « *études de faisabilité* » du processus électoral. Il n'est pas encore question de calendrier.

Les partisans du régime veulent une application rapide de la feuille de route, les 3 mouvances tergiversent. « *Il ne faut plus tergiverser. Le temps passe vite et la population souffre* », a interpellé un membre du Congrès et membre du bureau politique Tim, aile Raharinaivo Andrianantoandro. Il met en cause le « *manque de volonté* » des mouvances des trois anciens présidents d'intégrer le processus et souhaite que l'Afrique du Sud, membre de la Troïka de la Sadc, pèse de tout son poids pour débloquer la situation. Les autres composantes partagent cette impatience. Un représentant du groupe Escopol déclare qu'il n'y a plus que quelques modifications à faire avant de passer à l'application de la feuille de route, réfutant la position affichée par Jean-Marc Châtaignier, ambassadeur de France. Ce dernier a indiqué que la feuille de route n'est qu'un « *document de*

négociations qui doit encore être discuté par les Malgaches ». De leur côté, les 3 mouvances campent sur leur position et exigent un droit de regard sur la feuille de route, s'alignant sur la position de la France : « *C'est un document de base. Nous sommes en train de l'examiner afin de formuler notre proposition* », confirme Fetison Andrianirina, redevenu chef de délégation de la mouvance Ravalomanana suite à la libération. Marc Ravalomanana aurait même fait savoir que la feuille de route proposée ne doit être considérée que comme un point de départ des négociations.

Retour de Marc Ravalomanana : Manandafy Rakotonirina interpelle les Nations Unies. Il juge le retour de l'ancien président nécessaire à la normalisation de la situation. « *Le président Ravalomanana a fait des concessions en acceptant de ne pas personnellement participer à la Transition. Maintenant, c'est au tour des Nations Unies de prendre leurs responsabilités pour lui permettre d'être présent au pays* », déclare-t-il, ajoutant : « *Il est difficile de penser à l'instauration d'un climat d'apaisement ou à la normalisation de la situation sans permettre aux deux anciens présidents démocratiquement élus de rentrer au pays. [...] Avec la présence au pays des quatre chefs de file, on peut instituer un présidium, et non une co-présidence, à la tête de la Transition. Il est injuste de permettre à une personnalité qui n'a pas été élue par le peuple de monopoliser les pouvoirs* »

Pas de session extraordinaire en vue pour le Conseil Supérieur de la Transition (CST) et le Congrès de la Transition (CT). Aucune convocation n'a encore été lancée, alors que ces deux assemblées devaient tenir une session extraordinaire en février, pour statuer notamment sur l'amnistie. 350 membres désignés payés à rien faire, écrit *La Gazette*, qui se demande ce que ces institutions fort coûteuses apportent à la vie nationale.

13 & 14 février : Andry Rajoelina et Raharinaivo Andrianantoandro, dissident du Tim, main dans la main. Roland Ratsiraka en route vers la candidature à la présidentielle. Initiative percutante de l'OIF en faveur de la feuille de route. La HAT exploite à son profit les événements d'Egypte. Les opposants jouent sur le risque d'explosion sociale.

Le président de la HAT et le président du Congrès n'hésitent pas à afficher leur entente en public. « *On ne dirait pas que nous sommes dans une transition. Le régime travaille* », a déclaré Raharinaivo Andrianantoandro, également président de l'une des deux ailes de l'ex-parti présidentiel Tim de Marc Ravalomanana. Adversaires d'hier, l'homme fort de la transition et le président du Congrès sont désormais, main dans la main. Le second ne se gêne pas pour charger ses anciens compagnons de lutte. « *La reconnaissance internationale est imminente. Ceux qui sont à la traîne courent toujours derrière* », assène-t-il dans une allusion à peine voilée aux trois mouvances. Andry Rajoelina renvoie l'ascenseur au président du Congrès. « *Nous faisons de notre mieux, mais nous sommes bloqués par la guerre des sièges et les discussions politiques* », soutient le président de la HAT. Le revirement de Raharinaivo Andrianantoandro (précédemment incarcéré par la HAT !) et d'une partie des éléments du Tim constitue l'un des points-clés qui ont conduit à la signature de l'accord politique d'Ivato. Rien d'étonnant qu'il attire les foudres de son ancienne famille politique.

Roland Ratsiraka en route vers la candidature à la présidentielle. Par le biais du « *Fihavanana Tour* », le MTS (« *Malagasy Tonga Saina* ») poursuit sa tournée à travers l'île, au cours de laquelle il réitère que les gouvernants doivent respecter les droits fondamentaux du peuple. L'ancien maire de Toamasina met en avant sa lutte contre la dictature de l'ancien régime qui l'a jeté en prison, et l'instauration du changement dans la stabilité. Pour les observateurs, il ne fait plus guère de doute que Roland Ratsiraka prépare sa campagne présidentielle et compte cultiver sa différence avec le président de la HAT.

L'initiative percutante engagée actuellement par l'OIF n'échappe à personne, note *La Gazette*. L'entité a délégué dans l'île trois émissaires de haut niveau, lesquels multiplient les contacts en haut lieu et dans diverses sphères, notamment dans la société civile. Apparemment, l'OIF a entériné la feuille de route de Leonardo Simão, et évoqué un possible soutien financier et technique aux élections organisées par la Transition. L'OIF a exclu Madagascar de ses rangs au lendemain du coup d'Etat et n'est pas encore revenue sur sa décision. En octobre, lors du 13ème Sommet de la Francophonie à Montreux, l'ambassadeur de Madagascar en Suisse, Rajemison Rakotomaharo, s'est cru autorisé à occuper le siège de Madagascar. Il fut invité à quitter la salle. Qu'est-ce qui fait courir l'OIF aujourd'hui dans l'île ? Tout simplement la crainte de voir Madagascar quitter la Francophonie par dépit ou par frustration. L'île a d'ailleurs agité à plusieurs reprises ce spectre, notamment sous la présidence Ravalomanana. Ce dernier avait évoqué son intention d'amarrer l'île au Commonwealth. L'OIF

craindrait de voir Madagascar rejoindre le Rwanda, pays francophone à l'origine, mais qui en 2008, suite à ses démêlés avec la France, a quitté l'organisation francophone et a éliminé la langue française de l'enseignement et de l'administration. « *En fait, il y a peu de chances de voir l'île quitter la Francophonie dans les circonstances actuelles. D'abord, car la nationalité de ses dirigeants prédisposent ceux-ci à favoriser la France et la langue française. Ensuite, car la Constitution soumise au référendum en novembre dernier a consacré la suprématie du français, et exclu l'anglais de la liste des langues officielles* », estime le quotidien. En tout cas, l'initiative musclée de l'OIF, secondée par la COI est, suppose-t-on, téléguidée par une France qui s'agite dans les coulisses pour hâter la reconnaissance du régime de Transition.

Une partie de la diaspora apporte son soutien à la feuille de route. Des représentants de différentes organisations politiques et associations résidant en France et en Europe, engagées dans une recherche démocratique de sortie de crise à Madagascar, ont annoncé leur soutien au projet de feuille de route de la Sadc et la mise en place d'un cercle de concertation pour la refondation républicaine. Dans leur déclaration commune établie à Bagnaux, ils affirment ne pas renier pour autant « *leurs loyautés d'affiliation politique respectives, ni chacune de leurs appréciations des causes et des conséquences de la crise politique à Madagascar ou des aspirations des uns et des autres à de légitimes évolutions de la situation locale* ». Pour Sobika, ce rassemblement apporte une diversité de sensibilités que n'a pas le GTT, plus monolithique dans son opposition au régime.

Andry Rajoelina à la communauté internationale : refus du « deux poids deux mesures ». Selon *Le Matin*, les récents événements politiques en Egypte favorisent la position politique des dirigeants de la Transition malgache. Dans la mesure où la démission d'Hosni Moubarak et la transmission du pouvoir aux militaires sont similaires à ce que Madagascar a vécu en 2009, l'actuelle Transition estime que la communauté internationale ne doit pas faire preuve de « *deux poids, deux mesures* ». Le président de la HAT n'a pas manqué de s'y référer. « *A l'heure actuelle, nous sommes tous au courant de ce qui se passe à l'extérieur. Nous avons tous eu écho de ce qui s'est passé en Egypte : le président s'est enfui après avoir transmis ses pouvoirs à l'armée malgache..., égyptienne, veuillez m'excuser. Là où je veux en venir, c'est qu'il y a une similitude certaine avec ce qui s'est passé ici, à Madagascar et là-bas, en Egypte* », a-t-il notamment fait remarquer. « *Mais la différence est qu'à Madagascar, le directoire militaire a été conscient et a pu se ressaisir pour comprendre à qui il fallait remettre ces pouvoirs* », a-t-il ajouté. « *Désormais, que l'on ne parle plus de coup d'Etat à Madagascar. La réalité est qu'actuellement, le monde entier est conscient de la valeur d'une lutte populaire vers le changement. Cela requiert des sacrifices. Pas plus tard qu'hier, le président américain a avoué que le vent du changement souffle sur l'Egypte. A Madagascar, ce vent du changement avait déjà soufflé en 2009 et nous y sommes en plein dedans actuellement* », a-t-il explicité.

Coût de la vie : la population à bout de souffle, les opposants jouent sur le risque d'explosion sociale. L'histoire récente de Madagascar a montré que les soulèvements populaires ont toujours un prix. La crise actuelle n'échappe pas à la règle, écrit *La Gazette*. Alors que le riz à 1.180 Ar commence à apparaître dans la capitale, de plus en plus de ménages peinent à s'approvisionner en riz. Ils n'ont plus l'argent nécessaire pour assurer la ration quotidienne de la famille dont le budget a été largement entamé par la hausse quasi-généralisée des prix. Le quotidien écrit : « *La situation risque d'empirer jusqu'en mai si les responsables compétents n'arrivent pas à contrôler le marché, dans le sens d'une maîtrise et non des impopulaires vérifications de stocks qui ne feront que trahir l'incompétence des uns et l'irresponsabilité des autres* ». C'est quand l'Etat a voulu fixer le prix du riz à 1.180 Ar que les étiquettes se sont affolées pour se fixer à 1.600 Ar le kilo. En voulant imposer un prix aux distributeurs, avec, en prime, un contrôle des stocks, l'administration avoue ainsi son impuissance à assurer le ravitaillement de la population dans les meilleures conditions. C'est le schéma idéal pour les spéculateurs. Et c'est la période tant attendue par les adversaires d'Andry Rajoelina pour essayer de l'anéantir, juge le quotidien, pour qui la stratégie est simple : le pays ne peut vivre sans les financements des bailleurs de fonds traditionnels, il faut laisser pourrir la situation, les effets de la crise économique et sociale seront tels que la population va se retourner contre Andry Rajoelina. Ce schéma n'est pas exclusif à Marc Ravalomanana ni aux deux autres mouvances, certains leaders politiques roulant pour le régime de Transition y trouveraient également leur compte. « *Si la transition s'éternise avec la cacophonie des politiques et les combines des affairistes, il est sûr qu'on battra le record du taux de pauvreté* », conclut-il.

15 février : intense activité à l'annonce du retour de l'équipe de médiation et du ministre français de la Coopération. La mouvance Zafy a transmis sa contre-proposition. La recherche de réconciliation nationale à la peine. La hausse du prix du riz au centre d'enjeux politiques.

L'arrivée prochaine de l'équipe de médiation de la Sadc devrait sceller le sort de la Transition. Certaines évoquent même le retour de Joaquim Chissano, qui s'était tenu à l'écart ces derniers mois et qui avait délégué les opérations à Leonardo Simão. Au centre des débats, l'éventuelle participation, des mouvances des trois anciens présidents et d'autres groupements aux institutions de la Transition, mais surtout la reconnaissance internationale au travers de l'application de la feuille de route validée à l'issue de la mission. A l'heure actuelle, rien n'est encore acquis et un sentiment d'inertie s'installe après maintes promesses non tenues de formation du gouvernement d'union, signe concret de mise sur les rails de la feuille de route. Chaque camp fourbit ses armes pour peser dans la balance en sa faveur dans la dernière ligne droite. Les partisans des 3 mouvances espèrent toujours pouvoir infléchir les propositions de feuille de route, alors que pour les partisans du pouvoir, le prochain déplacement de l'équipe de médiation ne sera plus qu'une simple formalité. La mouvance Ravalomanana conditionnerait son accord à la possibilité offerte à l'ancien chef de l'Etat de se présenter à la présidentielle. *La Gazette* annonce également l'arrivée du ministre français de la Coopération, Henri de Raincourt, favorable à feuille de route. Préalablement, il aurait rencontré récemment les trois parlementaires français de l'UMP, Cécile Dumoulin, Jean-François Mancel et Yves Censi, qui ont séjourné à Antananarivo au moment du référendum. Paris serait prêt à persuader ses partenaires de l'UE d'appuyer la quête de reconnaissance internationale de la Transition.

Mouvance Zafy : une contre-proposition anti-unilatéraliste à la feuille de route. Elle serait formée de la fusion de certaines dispositions de l'Accord de Maputo, de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, de l'Accord d'Ivato, des Résolutions de Vontovorona ainsi que de celles de la feuille de route proposée par Leonardo Simão. Pour *Les Nouvelles*, comparée à cette dernière, la contre-proposition semble ne pas présenter beaucoup de différences. En effet, le projet de texte avancé par Leonardo Simão s'est basé sur les Accords de Maputo et d'Addis-Abeba et sur l'Accord politique d'Ivato. Pour impliquer les trois mouvances dans le processus, la mouvance Zafy a détaché du pouvoir du président de la Transition la possibilité de nommer en dernier ressort le Premier ministre ou encore le président de la CENI. « *Les nominations devraient être faites d'une manière consensuelle et non unilatérale* », précise un porte-parole. La position de la mouvance Zafy semble donc rejoindre celle de la mouvance Ravalomanana qui a revendiqué les mêmes conditions, mais sans refuser catégoriquement d'adhérer.

Les dignitaires « Raiamandreny Mijoro » se heurtent à des difficultés dans leur démarche en vue de la réconciliation nationale. Après une première rencontre de sensibilisation avec quelques présidents de commissions et certains membres du CST, ils auraient du mal à poursuivre leurs tractations. Aucune date n'a pu être fixée pour une nouvelle entrevue. La session extraordinaire du Parlement qui devait se saisir de cette question n'est toujours pas programmée.

A quoi servent le CT et le CST ? Sobika se montre très critique par rapport à l'activité des deux assemblées de la Transition. « *Bien qu'ils soient plus de 350 heureux élus nommés à siéger, quelle a été la valeur ajoutée de ces deux assemblées depuis leur création décidé lors de la conférence nationale ? Ont-elles contribué à améliorer la sortie de crise ? Non. Ont-elles été des forces de proposition pour l'apaisement national ? Non. Ont-elles donné des propositions via des commissions dans la lutte contre l'insécurité, contre la vie chère etc...Non. Ont-elles aidé la Nation ? Non. Ont-elles coûté plus de 25 millions par mois et par heureux conseiller ? Oui ! [...]* Ces deux institutions ne servent à rien pour le pays et pour son peuple. Par contre, elles ont un bien une fonction précise : ces deux institutions ont permis d'acheter une certaine paix politique avec ceux qui veulent une part de gâteau, de reconnaissance sociale et de (mauvais) honneur»

La requête de Marc Ravalomanana à l'examen. La ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, a confié que les tribunaux disposent d'un délai de 12 à 18 mois pour examiner la plainte de l'ancien président, suite aux aveux du lieutenant-colonel Charles Andrianasoavina. Contrairement à la thèse défendue par la Transition, qui affirme que l'ancien président a démissionné, il a en effet affirmé avoir participé en mars 2009 à un coup d'Etat sciemment organisé.

La hausse du prix du riz au centre d'enjeux politiques. Lancement de l'opération « vary tena mora ». Parallèlement au « *tsena mora* » [vente de PPN à prix bradés] qui a repris après une interruption de quelques semaines, le ministère du Commerce annonce le lancement immédiat d'une

autre opération riz que l'on peut appeler « *vary tena mora* ». Il s'agit de la mise en vente dans les 192 fokontany de la commune d'Antananarivo de 250 tonnes de riz qui sera vendu 1.000 Ar/kg, contre 1.180 Ar/kg pour le riz proposé dans les « *tsena mora* ». Les deux opérations seraient appelées à être pérennisées. La vente de ce riz à 1000 Ar/kg sera confiée aux chefs fokontany, qui peuvent organiser directement cette vente ou la confier à d'autres opérateurs. *Tribune* observe que l'opération ne touche que la capitale et ignore le reste du pays, où l'on signale des cours qui explosent sur les marchés. Le ministre du Commerce a avancé qu'il plaidera au niveau des plus hautes instances de l'Etat pour que ce prix de 1.000 Ar soit appliqué sur la prochaine cargaison de 20.000 tonnes attendue à Toamasina. Le quotidien critique l'incapacité des dirigeants à prévenir cette situation, alors que la dernière récolte de riz avait été satisfaisante. Il soupçonne l'existence de manœuvres visant à créer artificiellement la pénurie et à rendre nécessaires des importations massives pouvant alimenter des stocks de guerre pour les campagnes électorales à venir.

16 février : annonce du retour de Marc Ravalomanana, un ballon-sonde pris au sérieux, alors que se prépare le bouclage de la feuille de route avec la médiation internationale. La CNOSC reste vigilante et se prononce contre la candidature des membres du gouvernement aux élections. L'OIF poursuit sa mission d'évaluation technique dans les régions et districts.

Marc Ravalomanana annonce son retour imminent pour présenter ses amendements à la feuille de route. L'ancien président reviendrait dès le 19 février pour participer aux négociations de sortie de crise qui doivent reprendre en présence de l'émissaire Leonardo Simão. Plusieurs fois depuis son départ en exil, Marc Ravalomanana a promis à ses partisans de rentrer au pays. Des annonces faites par téléphone et hauts parleurs lors des meetings de ses partisans au Magro. Mais cette fois l'annonce a été faite par son bras droit, Mamy Rakotoarivelo, via Facebook. L'ex-président a annoncé qu'il serait de retour « *samedi 19 février, à 11 heures* », sans plus de précisions. « *Tout cela est hypothétique* » commente le proche de l'ancien président. On ne sait pas s'il prendrait un vol régulier ou un avion privé, ni où il atterrirait, et surtout s'il a l'assentiment du régime pour ce retour. Car l'ancien président est sous le coup de trois condamnations par contumace. La dernière remonte à août dernier : travaux forcés à perpétuité pour la fusillade du 7 février 2009. S'il rentre, « *il prend le risque de se faire arrêter* », explique son conseiller juridique. A Johannesburg, Marc Ravalomanana n'a encore rien déclaré officiellement. Il a seulement prévu d'annoncer devant la presse « *une initiative audacieuse pour la démocratie* ». La consigne a été donnée aux militants du Magro de s'organiser en comité d'accueil. Les délégués des deux autres mouvances auraient également reçu la consigne. « *Je ne compte pas lancer un appel à un rassemblement d'accueil afin d'éviter d'être taxé de tous les maux* », s'est toutefois défendu Mamy Rakotoarivelo, pour qui l'idéal serait que Didier Ratsiraka rentre aussi au pays, afin que tous les acteurs soient en mesure de discuter efficacement. Les amendements à la feuille de route proposés par la mouvance Ravalomanana porteraient sur la limitation des pouvoirs du président de la Transition, l'inéligibilité d'Andry Rajoelina et la possibilité pour Marc Ravalomanana de se porter candidat aux futures élections.

Le régime ne se montre pas impressionné par l'annonce. « *La présidence de la HAT [...] n'a pas de temps à perdre avec les rumeurs* », a ironisé Harry Rahajason, directeur de la Communication. Il a qualifié la déclaration de « *manœuvre de déstabilisation de l'opinion. Avec ce tam-tam médiatique, il [Marc Ravalomanana] abat sa dernière carte* ». Christine Razanamahasoa, ministre de la Justice, s'est montrée inflexible : « *La justice est indépendante par rapport aux négociations politiques. Elle a déjà rendu ses verdicts et ceux-ci sont destinés à être exécutés* ». Le pouvoir se déclare prêt à faire face à d'éventuels débordements. Le membre du Congrès, Jean-Eugène Voninahitsy, se dit offusqué par cette annonce de retour. Il prévient qu'il se rendra à Ivato afin d'« *accueillir* » son ancien bourreau.

Pour le chroniqueur de L'Express, « la volte-face de Simão en faveur de Rajoelina dans sa feuille de route pourrait bien être la contrepartie d'un retour avec sauf-conduit de Ravalomanana. À moins que cela soit un dernier baroud d'honneur pour l'ancien prince du yaourt qui sent la partie lui échapper. Il joue le martyr avec un retour suicide qui risque de rallumer le feu pour brûler la feuille de route, de déterrer la hache de guerre et couper des têtes. Tous les schémas sont possibles, la crise a assez montré d'incongruités politiques qu'il faut s'attendre à tout ».

L'annonce de l'arrivée de Marc Ravalomanana s'ajoute à la liste des personnalités attendues cette semaine à Antananarivo, parmi lesquelles les membres de l'équipe de médiation. Henri de Raincourt, ministre français de la Coopération devrait arriver dans la capitale pour la finalisation de la feuille de route le même jour que l'ancien président. Pour *La Gazette*, « *nonobstant une certaine résistance, le clan Ravalomanana commence à comprendre que la France est désormais indispensable... Et la venue prochaine du ministre français de la Coopération provoque une certaine*

panique dans les rangs du Tim. Beaucoup pensent que l'heure est désormais aux négociations avec Paris et avec Andry Rajoelina. Il n'est plus question, [...] de s'entêter à rejeter systématiquement les propositions avancées par la France. Autrement dit, [il va falloir] accepter la feuille de route de Leonardo Simão, soutenue par le Quai d'Orsay ».

Sortie de crise : la CNOSC vigilante. André Rasolo est pour la non-candidature des membres du gouvernement. L'organisation de la société civile dit poursuivre ses rencontres politiques, mais d'une manière discrète. La médiation nationale a ainsi effectué une séance de travail avec la délégation des experts de l'OIF. Malgré sa déclaration de soutien à tout processus de résolution de crise, elle semble s'en tenir à une certaine réserve. « *Nous soutenons un plan s'il amène à la résolution de crise d'une manière durable* », a souligné André Rasolo. L'ancien ministre a avancé que le Premier ministre et les membres du gouvernement ne devraient pas être autorisés à se présenter aux élections, tant présidentielles que législatives. « *Il faut que la CENI dispose de moyens techniques et financiers favorables pour sauvegarder son indépendance* », a-t-il ajouté. La CNOSC maintient qu'il ne peut y avoir de solution durable sans retour à la table de négociation.

Les experts de l'OIF poursuivent leur mission d'évaluation technique dans les régions et districts, auprès des démembrements de la CENI. Pendant ce temps, Hery Rakotomanana, président de la CENI, demande à l'exécutif de confirmer officiellement le report des législatives qui avaient été fixées par décret au 16 mars. Il renvoie également l'établissement du calendrier des élections à venir à l'exécutif et au Parlement de la Transition. Des propositions allant dans le sens d'un jumelage des présidentielles et des législatives sont annoncées avec insistance mais le Kmf/Cnoe a fait part de sa réticence. « *Cela brouillera les électeurs* », a déclaré un membre de cet organisme.

« Des luttes intestines dans l'entourage du président », titre le quotidien Les Nouvelles. « *Pendant que tous les regards sont braqués sur le processus de sortie de crise, des milieux avisés notent que l'entourage de la HAT est miné par des luttes intestines et des intrigues improductives* ». Certaines personnalités qui se targuent d'appartenir au premier cercle du pouvoir se permettraient d'intervenir dans tous les domaines et de donner des instructions au mépris des règles de l'administration. Ces dissensions internes sont apparues depuis plusieurs semaines et alimentent les conversations « *off* ». En cause notamment, la diplomatie et le lobbying de certains proches d'Andry Rajoelina, « *fondés sur des effets d'annonce et de scoop comme par exemple l'arrivée à Madagascar d'une délégation princière, d'une star de cinéma ou encore de « touristes politiques » formés par le trio Mancel-Dumoulin-Censi, lequel vient pourtant d'être interdit par le groupe parlementaire UMP de se rendre en Côte d'Ivoire pour un motif assez surprenant de perturbation de la politique étrangère du gouvernement français* ». La Gazette écrit dans un édito : « *Non, non, mille fois non ! Andry Rajoelina ne doit pas être complice ni encore cautionner ce népotisme qui se fait jour dans ses rangs. L'époque n'est plus à ce genre de clientélisme, de copinage. L'opinion veut, depuis le soulèvement populaire de 2009, une rupture nette et claire avec les pratiques du passé. Aujourd'hui, malheureusement, le même système resurgit. Actuellement, les coquins et les copains des tenants du régime se pavanent, ici et là, d'occuper, sans vergogne, des postes importants, bien que ne disposant de la moindre compétence, pour ce faire. Ils ont, en effet, l'appui et la bénédiction, paraît-il, d'Andry Rajoelina. Pour eux, aucune crainte d'être un jour limogés : tout baigne donc dans l'huile. Cette période transitoire, c'est, en quelque sorte, l'assurance tous risques...* »

La reconnaissance en marche ? Le président sortant de l'Union des Comores en visite officielle. Ahmed Abdallah Mohamed Sambi va mener une visite officielle à Madagascar dans le cadre du renforcement des relations bilatérales. On peut s'attendre à ce que les questions de sécurité maritime, de francophonie, de tourisme, de présence des étudiants comoriens à Madagascar ou encore d'échanges commerciaux figureront à l'agenda. Les liens entre les Comores et Madagascar datent de bien avant l'époque coloniale, et sous la colonisation française les Comores faisaient partie des Dépendances de Madagascar. Le ministre des Affaires étrangères voit dans cette visite officielle un nouveau signe en faveur de la reconnaissance internationale mais il convient de noter que son mandat présidentiel est arrivé à son terme le 26 mai 2010 et que son successeur est élu depuis décembre (en attente d'investiture).

17 février : le pays suspendu à l'annonce du retour de Marc Ravalomanana. La finalisation de la feuille de route tient la vie politique nationale en haleine. Le président sortant des Comores en renfort, dans le rôle - prétendu - de porte-parole de l'UA.

Le régime s'orienterait vers une interdiction pure et simple du retour de Marc Ravalomanana. La présidence annonce qu'elle va prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir toute velléité de troubles sur l'ensemble du territoire. Un appel au calme a été lancé à la population. Les responsables de l'État-major mixte opérationnel national n'ont pas précisé les modalités des mesures adoptées. La ministre de la Justice a déclaré que Marc Ravalomanana fera l'objet d'une arrestation à son arrivée mais le communiqué de la présidence ne précise pas si le pouvoir laissera Marc Ravalomanana se poser sur le tarmac d'un aéroport de la Grande Ile. Le directeur général de la Police nationale a avancé que « *toute cause susceptible d'entraîner des troubles fera l'objet d'annulation pour ne pas survenir* » mais « *les mesures n'iront pas jusqu'à la fermeture des aéroports* », a-t-il souligné. Une perquisition a eu lieu au domicile de Tojo Ravalomanana à Manjakatompo-Antsirabe et dans l'enceinte de l'usine Tiko d'Andranomanelatra, toute proche. Le général Richard Ravalomanana a déclaré que Marc Ravalomanana peut venir et qu'il n'est pas du ressort des forces de l'ordre de s'immiscer dans la politique. Par contre, si instruction leur est donnée de l'arrêter via un mandat d'arrêt, elles feront leur devoir. Mamy Rakotoarivelo, chef de délégation, a confié que les préparatifs de l'accueil de l'ancien président sont maintenus. « *Le pouvoir risque de subir la colère du peuple* » s'il tente de s'opposer à son retour. De son côté, un membre du comité de préparation de l'accueil de Didier Ratsiraka estime que le retour des anciens présidents est nécessaire, afin qu'ils puissent contribuer au dialogue de résolution de crise. Du côté du pouvoir, Alain Ramaroson, président de commission Sécurité et Défense du CST, a été le premier à monter au créneau pour mettre en garde l'ancien président : « *Qu'il vienne, s'il l'ose. Nous avons beaucoup de questions à lui poser sur les événements du 7 février* », a-t-il menacé. Lanto Rakotomavo, secrétaire nationale du Tgv et vice-présidente du CST pense en revanche que « *son retour ne devrait pas poser de problème* », même si elle suspecte une campagne « *visant à installer la psychose* ». L'ancien président annonce qu'il va tenir une conférence de presse en direct depuis l'Afrique du Sud la veille de son arrivée, toujours prévue le 19 février.

Mobilisation générale des pro-Ravalomanana. « *Nous escomptons la venue de près de 150.000 personnes pour accueillir le président Ravalomanana* », a confié Mamy Rakotoarivelo, chef de délégation de la mouvance. D'autres n'hésitent pas à avancer le chiffre de 300.000 supporters. Le comité d'organisation de l'accueil est sur pied de guerre, il compte ratisser large dans sa mobilisation, lançant un appel aux habitants des provinces à rejoindre la capitale. Certaines personnalités ont déjà quitté le pays pour rejoindre Marc Ravalomanana, afin de l'accompagner dans son retour. Parmi elles, son avocate, Me Hanitra Razafimanantsoa.

Mouvance Zafy Albert : « Le retour de Ravalomanana entre dans le processus malgache-malgache ». Elle approuve le retour au bercail des exilés politiques. « *La mouvance Zafy a toujours milité et prôné le retour au pays des exilés politiques. C'est la raison pour laquelle notre mouvance a activement participé à l'organisation du retour au pays de Pierrot Rajaonarivelo, en 2009. C'est pour cette raison que nous avons délégué à Emmanuel Rakotovahiny l'accueil de l'ancien Premier ministre, Tantely Andrianarivo lors de son arrivée en 2010, à l'aéroport d'Ivato. Nous continuons à exhorter tous les autres enfants du pays, particulièrement l'ancien président de la République, l'amiral Didier Ratsiraka, à revenir au pays en vue de régler les problèmes* », déclare Joseph Randriamiarisoa.

La feuille de route de Leonardo Simão tient la vie politique nationale en haleine. L'examen de la proposition de sortie de crise reste la priorité, elle conduit à différer une nouvelle fois la mise en place du nouveau gouvernement et à reporter la convocation de la session extraordinaire du Parlement, annoncée pour début février, ainsi que son élargissement à d'autres sensibilités. Il en va de même pour la refonte de la CENI. Les mesures d'apaisement et d'amnistie devront donc attendre...

Un médiateur surprise débarque : le président sortant des Comores, Ahmed Abdallah Sambi. Il se rendrait à Madagascar à la demande du président de la Commission de l'UA, Jean Ping. « *La mission du président Sambi est d'amener les acteurs politiques et civils malgaches à s'entendre sur une date pour les élections* », a précisé le ministre comorien des Transports et du Tourisme, qui vient d'effectuer une mission préparatoire à Madagascar. Contrairement au communiqué officiel de la présidence malgache, il ne s'agit donc pas seulement d'un voyage officiel (d'un ancien président) destiné à resserrer les liens entre les deux pays. Commentaire de *La Gazette* : « *L'UA veut-elle mettre la pression pour arracher une sortie de crise en dépêchant un envoyé spécial, alors qu'elle n'a plus été représentée depuis la fin du mandat d'Ouedraogo Ablassé ?* » [Ancien ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso]. À l'issue des premières rencontres, il est ressorti, d'après *L'Express*,

que les Comores appuient la feuille de route de Leonardo Simão. La visite a été fortement critiquée par l'opposition comorienne. Ahmed Abdallah Mohamed Sambi est pointé du doigt pour des manipulations ayant pour objectif de prolonger son mandat. L'ancien chef de l'Etat n'aurait pas été mandaté par l'UA, contrairement à ses déclarations.

Parti Vert Madagascar : probable alliance avec les Verts de France. La présidente du parti Hasin'i Madagasikara, Saraha Georget Rabeharisoa, a rencontré deux responsables de son homologue français. Les différents domaines sur lesquels la coopération entre Verts malgaches et Verts français serait possible ont été explorés.

18 février : le retour annoncé de Marc Ravalomanana ravive le climat de tension. Pour certains médias, il ne s'agit que d'une opération médiatique savamment orchestrée. Prudence des chancelleries.

Affrontement à distance entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Le président de la HAT met en doute la réelle volonté de Marc Ravalomanana de revenir dans la Grande Ile. « *Il s'était enfui du pays alors qu'il était au pouvoir et en possession de toutes ses forces. Et maintenant, il veut rentrer ?* », remarque-t-il, avant d'ajouter : « *Il s'agit d'une provocation et d'une déstabilisation [...] de quelqu'un qui panique et qui rend son dernier souffle. Il existe une autorité à Madagascar. On va prendre des mesures. [...] On ira même le chercher pour qu'il purge ses peines* ». « *Je lance un appel aux forces politiques qui sont partantes. On va signer la feuille de route la semaine prochaine [...], puis on mettra sur pied le gouvernement d'union nationale* », annonce-t-il, pour montrer que le point de non-retour est franchi. Pour Andry Rajoelina, si Marc Ravalomanana revient au pays, il sera considéré comme un coupable qui se rend de son plein gré à la Justice. Pour la Garde des Sceaux, « *son arrivée faciliterait son arrestation et l'application de sa peine* »

Au cours de sa conférence de presse tenue depuis l'Afrique du Sud, L'ex-président à exhibé ses billets d'avion, pour prouver que son retour est bien programmé. Il affirme son intention d'imposer une remise à plat des discussions de sortie de crise. « *Je suis le président démocratiquement élu et je le suis jusqu'aux prochaines élections* », affirme-t-il, tout en réfutant l'affirmation selon laquelle il a démissionné. Il rejette la feuille de route proposée par Leonardo Simão, qui, dit-il, n'est pas l'œuvre de la Sadc mais une initiative personnelle du médiateur. Il ajoute que tout homme politique doit être libre de se présenter aux prochaines élections, lui autant qu'Andry Rajoelina.

Le ministre des Forces armées déclare que des mesures seront prises à l'encontre des militaires qui feraient montre de désobéissance. Le président de la HAT a procédé à la remise officielle de la première vague de matériels promis à la Grande muette. Un geste qui n'est pas sans signification dans le contexte politique l'objectif étant de monter l'image d'une armée unie derrière lui. De son côté, Marc Ravalomanana n'oublie pas non plus les Forces armées : « *Je lance un appel pour vous, pour que vous restiez neutres et apolitiques en respectant les valeurs militaires et malgaches en tant que derniers remparts de la Nation* », a-t-il souligné.

« Une grossière intox » pour La Gazette, qui affirme que cette annonce de retour de Marc Ravalomanana relève d'une campagne médiatique savamment orchestrée. Le quotidien affirme d'ailleurs que la compagnie sud-africaine aurait fait savoir à l'ex-président qu'il lui est difficile d'embarquer dans l'avion pour des raisons de sécurité. La compagnie aurait d'ores et déjà, reçu une note des autorités aéroportuaires malgaches, selon laquelle ce retour risque de générer des troubles susceptibles de détériorer son appareil. Un cas identique s'est présenté en septembre 2006, lorsque Pierrot Rajaonarivelo a voulu emprunter un vol en provenance de Maurice afin de rentrer au pays. A l'époque, Aviation Civile de Madagascar (ACM) a donné un avis défavorable, estimant que des troubles pourraient survenir à l'aéroport. En réalité, le régime Ravalomanana ne souhaitait pas voir M. Rajaonarivelo, en exil à Paris, revenir au pays. Le quotidien poursuit : « *Ce qui est curieux, dans ce « retour imminent de Marc Ravalomanana », c'est qu'une partie de la classe politique semble donner le sentiment d'approuver sa venue sur le sol malgache. En fait, ce retour arrange autant le clan Ravalomanana que celui des TGVistes. Pour le premier, il ne ferait que créer des manifestations destinées à gêner, voire perturber, la présence du médiateur de la Sadc, et surtout celle du ministère français de la Coopération. Pour les seconds, des troubles dans la capitale auraient pour effet de faire diversion dans le dessein de masquer les problèmes d'approvisionnement en riz*».

Pour le sociologue Paul Rabary, « l'attitude de Marc Ravalomanana s'explique par l'évolution du contexte géopolitique à travers des événements, entre autres, en Egypte ou en Tunisie. Les

problèmes de la Grande Ile passent au second plan pour la communauté internationale, laquelle a déjà donné des chances aux acteurs politiques malgaches. On a laissé la HAT organiser le référendum constitutionnel. La feuille de route de Leonardo Simão lui accorde un bonus. De son côté, Marc Ravalomanana a dû jouer une dernière carte pour se montrer incontournable. [...] Il met en œuvre une importante stratégie de communication politique. [...] et cherche à mobiliser une masse critique pour démontrer à l'opinion qu'il est incontournable. Il a pris cette voie, puisque la synergie d'actions au sein des trois mouvances n'est pas atteinte ».

Les chancelleries observent prudemment. L'ambassade américaine a reçu les partisans de la mouvance Ravalomanana. Cette initiative impliquant l'ambassade américaine semble être l'exception qui confirme la règle. En effet, la communauté internationale, en général, les ambassades et les organisations internationales en particulier, ont décidé de ne faire aucun commentaire sur cette annonce. L'ambassade de France a déclaré ne pas être au courant. Les diplomates sud-africains se sont contentés, à travers un communiqué, de signaler qu'ils n'ont « *aucun commentaire à faire* ». Marc Ravalomanana avait annoncé avoir demandé l'aide de l'Afrique du Sud pour son retour, précisant que celui-ci n'a rien à voir avec les rumeurs de son éviction d'Afrique du Sud qui ont été propagées début janvier 2011 et qui annonçaient une date butoir à fin février. Une mesure qui aurait été décidée par le gouvernement sud africain suite aux révélations de *Wikileaks* qui laissent supposer que l'ancien président serait impliqué dans des trafics de drogue. *Wikileaks* aurait également révélé, selon l'agence de presse *AP*, l'existence d'un plan visant à assassiner les dirigeants de la Transition et à provoquer une guerre civile. L'information relative à cette expulsion avait été démentie par l'ambassade d'Afrique du Sud et la ministre de la Justice avait rappelé qu'il n'existe pas d'accord d'extradition entre les deux pays.

Le membre de la CNOSC, André Rasolo, interviewé par la *BBC*, a soutenu que l'un et l'autre camp se trouvent encore dans une position conflictuelle trop passionnelle pour envisager sereinement ce retour : « *J'ai peur que la passion ne prenne le dessus sur la raison* », a-t-il avancé.

« En découdre ou patienter ? », titre Tribune. « *Si l'annonce du retour de Marc Ravalomanana a constitué une surprise, les suites ont été banalement prévisibles. Entre les accents triomphalistes de certains de ces partisans qui imaginent un soulèvement populaire aboutissant à l'exil d'Andry Rajoelina et de ses soutiens, et les accents belliqueux du camp opposé, qui se délecte de l'idée de mettre le président exilé en prison, on se dit : « c'est reparti comme en 14 ». [...] On ne peut plus être déçu de la tournure de cette crise dans la mesure où cela fait bien longtemps qu'on n'attend plus grand chose de bon de la classe politique malgache. Les efforts de la communauté internationale pour quêter un minimum d'apaisement apparaissent aujourd'hui bien vains si, deux ans après le début de la crise, le consensus se limite à rêver de mettre l'autre KO. Je crains fort que tous ceux qui, dans les deux camps, rêvent d'en découdre seront déçus. La contagion à la tunisienne ou à l'égyptienne ne se décrète pas lorsqu'on a affaire à des populations qui ont déjà beaucoup donné. [...] L'inertie risque de continuer à régner chez tous ceux qui estiment, à tort ou à raison, que l'histoire a suffisamment démontré qu'ils ont plus à perdre qu'à gagner dans tous ces appels au « peuple ». D'autre part, les autorités de la HAT n'ont aucune raison de laisser le calendrier être dicté par Marc Ravalomanana. Pour elles, la question n'est donc pas de savoir si elles peuvent arrêter celui-ci, mais bien de voir quel moyen aussi peu spectaculaire que possible elles pourraient utiliser pour le maintenir à l'écart ».*

Le ministère français des Affaires étrangères communique sur le déplacement du ministre de la Coopération, Henri de Raincourt. Il s'entretiendra tout d'abord avec Leonardo Simão, émissaire de Joaquim Chissano, médiateur de la Sadc « *avec lequel il se sera préalablement entretenu au téléphone, afin d'apporter son soutien à la feuille de route de sortie de crise politique élaborée par la médiation Sadc avec les différentes parties malgaches* ». Ensemble, ils rencontreront tour à tour les différentes forces politiques. Henri de Raincourt rencontrera également les représentants du GIC, placée sous l'autorité de l'UA. Il sera aussi reçu par Andry Rajoelina et rencontrera plusieurs représentants des institutions de la Transition. « *A l'occasion de ce déplacement, le ministre inaugurera le nouveau bâtiment de l'Ecole nationale de la Magistrature des Greffes (ENMG) mis à disposition de l'Institut de Formation professionnelle des Avocats (IFPA). Depuis de nombreuses années, la France apporte son concours à la consolidation des institutions judiciaires de Madagascar et mène plusieurs actions de coopération en ce sens. Dans le cadre du soutien de la France en matière d'aide alimentaire d'urgence aux populations victimes de sous-nutrition, le ministre se rendra au siège du PAM et signera une convention d'appui à diverses ONG françaises et malgaches. Il visitera également le site d'Akamasoa, [association du Père Pedro] pour laquelle la France finance plusieurs projets, via l'AFD et dans le cadre de la réaffectation des crédits du 2ème Contrat de*

Désendettement et de Développement (C2D). [...] Enfin, le ministre rencontrera René-Paul Victoria, député de la Réunion, président du groupe d'amitié France-Madagascar de l'Assemblée nationale ainsi que des représentants de la communauté française.

19 février : le régime s'oppose au retour de Marc Ravalomanana. L'Afrique du Sud dans l'embarras. Joachim Chissano adresse une feuille de route révisée aux acteurs politiques malgaches. Il entérine pour l'essentiel la feuille de route de Leonardo Simão. Appel du Conseil des évêques catholiques.

Marc Ravalomanana persona non grata à Madagascar. Les autorités ont demandé à la compagnie aérienne que doit emprunter l'ancien président de ne pas le laisser embarquer. « *Sur ordre ministériel, nous avons dit à la compagnie qu'il est préférable que cette personne ne monte pas à bord de l'appareil pour des raisons de sécurité* », a expliqué l'Aviation Civile de Madagascar (ACM), qui n'a pas indiqué le nom de la compagnie. Selon des sources indépendantes en Afrique du Sud, l'ancien président Ravalomanana avait déjà essayé d'affréter un avion privé pour son retour. Mais la compagnie auprès de laquelle il a voulu louer cet aéronef a refusé, arguant la réticence des autorités malgaches. Interrogé sur l'évolution de la situation, Mamy Rakotoarivelo, chef de délégation de la mouvance Ravalomanana, affirme être au courant de la décision du gouvernement. « *Mais cela ne change pas les dispositions que nous avons prises pour l'accueillir. En effet, la lettre du gouvernement invite les compagnies et il appartient à ces dernières de prendre leur décision, mais elles ne sont pas obligées de s'y conformer* », avance-t-il.

Selon les services chargés de la défense du territoire, toutes les dispositions ont été mises en place pour se préparer à cet éventuel débarquement. « *Le bruit court que M. Ravalomanana a l'intention d'emmener des mercenaires avec lui. Dans ce cas là, la question n'est plus liée au maintien de l'ordre public mais à la défense du territoire national contre l'invasion d'une force extérieure* », indique un porte-parole. Le général Richard Ravalomanana, de la circonscription régionale de gendarmerie, demande aux responsables du comité d'accueil de l'ancien président de s'afficher afin qu'ils endossent la pleine responsabilité des troubles à l'ordre public qui pourraient survenir. Il n'a pas caché sa crainte de voir se déclencher des violences.

L'Afrique du Sud dans l'embarras. Selon le ministère des Affaires étrangères malgache, l'ambassadeur d'Afrique du Sud, convoqué par Hyppolite Ramarason, a affirmé que son pays n'est pas pour le retour de Marc Ravalomanana tant qu'un climat politique favorable n'est pas instauré, comme stipulé dans les Accords de Maputo. « *Le gouvernement sud-africain met en garde contre les mesures unilatérales prises avant la réunion des organes de la Sadc, au cours de laquelle le médiateur rendra son rapport sur Madagascar* », souligne un communiqué. Le gouvernement sud-africain a tenté de dissuader l'ancien président de rentrer, « *par souci de sécurité et de stabilité dans le pays* ». Il tient à souligner qu'aucun ultimatum n'a été donné à l'ancien président de quitter l'Afrique du Sud, contrairement aux rumeurs.

Monja Roindefo n'est pas opposé au retour de Marc Ravalomanana. L'ancien Premier ministre de la HAT soutient que l'ancien chef de l'État devrait être jugé sur ses actes, « *loin d'un esprit revanchard* » devant la HCJ.

Joachim Chissano adresse une feuille de route révisée aux acteurs politiques malgaches². Celle-ci reprend très largement la feuille de route de Leonardo Simão, ce qui contredit les affirmations de l'ancien président selon lesquelles la feuille de route de Leonardo Simão ne reflétait pas la position de la Sadc. Une précision est apportée dans le chapitre consacré à Marc Ravalomanana : il est écrit que le président et le gouvernement de la Transition s'engagent à protéger les biens et la famille de Marc Ravalomanana, si celui-ci s'engage à ne pas entreprendre de manœuvres déstabilisatrices. Son retour au pays restera soumis à l'appréciation du futur gouvernement issu des élections, une manière déguisée de désavouer la tentative de retour anticipée de l'ancien président. Joaquim Chissano précise que la consensualité est fondamentale, mais que celle-ci ne peut être entendue comme unanimité, ni être utilisée comme facteur de blocage dans le processus de transition. La feuille de route souligne qu'aucun acteur politique ne peut ni ne doit s'arroger de droit de veto. Il est précisé que le Premier ministre de consensus ne pourra être originaire de la même province que le président de la Transition, ni être issu des acteurs politiques identifiés comme faisant partie de la majorité

² Cf http://www.madagascar-tribune.com/IMG/pdf/CHISSANO_Lettre_aux_leaders_politiques_malgaches_16_02_2011_1_.pdf

présidentielle. L'équilibre régional dans la désignation des ministres et parlementaires de transition est également explicité comme un point à respecter. La loi d'amnistie devra être ratifiée par le Parlement de Transition et aucune élection ne pourra avoir lieu avant cette ratification. Les détournements de fonds publics seront exclus des mesures d'amnistie. La liberté de manifestation dans le respect des lois fait désormais partie des principes de droits de l'homme qui sont rappelés.

Tribune publie par ailleurs la « Révision 1 » de la feuille de route qu'un certain nombre de formations politiques ont adoptée. Elle est datée du 16/02³. Elle liste les 35 engagements pris par les acteurs politiques malgaches et la communauté internationale.

Appel du Conseil des évêques catholiques. Dans un communiqué, il en appelle aux autorités pour qu'elles veillent au bien commun. Les problèmes des PPN, de l'accès aux médicaments et aux soins et l'insécurité sont autant de chantiers que la Transition doit gérer au mieux car ils risquent de déclencher une explosion sociale. Il estime que Madagascar manque cruellement d'hommes d'Etat et de patriotes et a lancé un appel à l'endroit de ceux qu'ils qualifient de « *traîtres* » envers la Nation.

Liberté de manifestation. La communauté urbaine d'Antananarivo a refusé la demande d'occupation du jardin d'Ambohitovo (ou Place de la Démocratie) déposée par la plate-forme des syndicats des fonctionnaires F3M, en précisant que celle-ci n'est pas dédiée aux manifestations de ce genre.

Les syndicats des « grands commis » de l'Etat font bloc contre les hommes politiques. Ils déplorent la « *dégradation de la notion d'Etat, de l'administration et de la vie publique en général* » et exhortent la classe politique à faire preuve de retenue à l'égard de l'administration publique et de ses agents, ils dénoncent la politisation de l'administration. « *Garants de la continuité de l'Etat, nous ne tolérerons pas que les autres continuent leurs pratiques* », a avancé leur porte-parole. Les cadres de la fonction publique revendiquent leur implication dans le processus de sortie de crise.

20 & 21 février : le retour manqué de Marc Ravalomanana, savamment orchestré, vire à une démonstration de force pour les partisans des trois mouvances, qui veulent utiliser cette arme pour renégocier la sortie de crise. Simple accident de parcours ou tournant pour la feuille de route ? La visite programmée d'Henri de Raincourt affiche l'appui de la France à la feuille de route de Leonardo Simão.

Marc Ravalomanana bloqué à l'aéroport de Johannesburg. La compagnie sud-africaine Airlink, invoquant un ordre de l'autorité de l'aviation civile malgache lui a signifié le refus d'embarquer. Une employée de la compagnie lui a montré une lettre de cette instance (un « *notam* »), déclarant que « *M. Ravalomanana est persona non grata à Madagascar. Aussi pour préserver l'ordre public, ne le prenez pas à bord* ». Marc Ravalomanana a rétorqué : « *Ce n'est que maintenant que je reçois cette note. Je suis très choqué. Je vais à Madagascar pour la paix et non pas pour faire la guerre. Pourquoi me bloque-t-on ici maintenant ? Des milliers de gens m'attendent à Antananarivo* ». Il a ajouté « *Ce sont eux qui ont peur, pas moi* », ajoutant qu'il allait contacter Joachim Chissano. Un de ses collaborateurs a indiqué que l'ex-président étudiait d'autres possibilités pour se rendre dans la Grande Ile, notamment par avion privé. L'ancien président était accompagné de son épouse, d'un de ses enfants, et de Guy Rivo Randrianarisoa, porte-parole de sa mouvance. Son avocate a pu embarquer.

« Marc Ravalomanana viendra, c'est sûr... », pensent ses partisans. « *Marre de la Transition ! Nous voulons notre président !* » Des milliers de partisans de Marc Ravalomanana se sont rassemblés en vain devant l'aéroport d'Antananarivo, dans l'espoir d'un hypothétique retour d'exil du président déchu. Les plus motivés sont arrivés aux premières heures de la matinée, pour se retrouver nez-à-nez avec un cordon de policiers bloquant l'accès à l'enceinte de l'aéroport. Le temps passant, plusieurs milliers étaient agglutinés sur près de 5 kilomètres le long de l'avenue menant à l'aéroport. Les manifestants ont redoublé d'efforts pour chanter au fur et à mesure que l'horaire annoncé pour l'arrivée du vol approchait. Ils ont hurlé de joie, chaque fois qu'un aéronef passait au-dessus d'eux. Et c'était la liesse quand le convoi de l'ancien président Albert Zafy s'est faufilé entre les manifestants avant de gagner le parking de l'aéroport. L'enthousiasme des supporters n'a pas baissé d'intensité, malgré l'arrivée du vol en provenance d'Afrique du Sud à l'heure prévue, sans la personne attendue. Rien n'a évolué jusqu'en fin d'après-midi. Constant Raveloson, de la mouvance Ravalomanana, a fait passer la consigne pour une veillée à l'aéroport. Mais la tentative a été contrecarrée par les forces de l'ordre qui ont dispersé la foule. Les milliers de personnes présentes sur les lieux ont formé une

³ Cf blog Justmad, « *articles remarquables* » - février 2011 - <http://storage.canalblog.com/08/20/448497/61993593.pdf>

longue file pour regagner la capitale à pied ou en voiture. Les éléments des forces de l'ordre les ont suivis pour leur demander de dégager la voie, quitte parfois à utiliser des gaz lacrymogènes. *Le Courrier* note « qu'il n'y avait eu qu'une petite infime partie des habitants des bas quartiers ainsi que l'absence de gros bras dans la foule qui s'est rendue à l'aéroport, ce qui dément toute injection de fonds dans ce rassemblement », contrairement aux pratiques courantes. « Les diplomates en poste, les médias étrangers étaient donc obligés de constater que la mouvance Ravalomanana a toujours de nombreux partisans, qu'elle demeure incontournable dans ce processus de sortie de crise et que l'objectif de démonstration de force a été atteint ».

Marc Ravalomanana se tourne vers l'UA. « La communauté internationale, tout spécialement en son sein l'UA qui, lors de son Sommet du 31 janvier 2011 a confirmé les sanctions individuelles décidées le 17 mars 2010 à l'encontre des dirigeants de la HAT, sont invitées instamment à exiger de ces derniers la levée immédiate et sans condition de l'interdiction de retour à Madagascar qui frappe Marc Ravalomanana, sa famille et ses accompagnateurs », a indiqué son porte-parole. Pour la mouvance, une absence de réaction de l'instance africaine signifierait qu'elle l'empêche de « faire valoir son point de vue sur les propositions contenues dans la feuille de route sur laquelle le médiateur international désire obtenir les avis ou les contre-propositions de toutes les parties ».

L'échec de la tentative de retour était-il déjà prévu d'avance par la mouvance Ravalomanana ?, s'interroge *Tribune*. C'est la question qui se pose, après avoir vu l'absence de dispositif d'accueil préparée par cette mouvance à l'aéroport d'Ivato. En effet, aucune voiture spéciale n'a été aperçue pour accueillir l'ancien président. Serait-il possible que Marc Ravalomanana ait été résigné à son arrestation par l'Emmo/Reg ? Ou est-ce que l'ancien président avait l'intention de se rendre à sa résidence à bord d'une voiture banalisée ? Autant de questions qui restent sans réponse. Le général Richard Ravalomanana a qualifié cette tentative de mise en scène politique réussie, qui intervient dans le cadre du bouclage de la feuille de route de la Sadc. Le porte-parole de la mouvance, Guy Rivo Randrianarisoa, a affirmé que la conséquence immédiate du maintien de l'interdiction d'entrée est d'empêcher son courant de faire valoir son point de vue sur les propositions de ladite feuille de route.

Pour Tribune, « Les responsables de la mouvance Ravalomanana n'avaient pas lésiné sur les effets de théâtralisation. Alors que les journaux du matin avaient déjà annoncé les mesures prises par l'Aviation Civile de Madagascar, et que dès 10 h 30, le scénario semblait plié, aucune annonce en ce sens n'eut lieu, et aucun ordre de dispersion ne fut donné. Ivato et Facebook furent en proie aux rumeurs et se montrèrent largement imperméables au doute : avion privé par ici, arrivée imminente vers telle ou telle heure par là, si « il » n'était pas là, c'était tout comme. Ce n'était d'ailleurs pas complètement faux. La démonstration de force était réussie, avec plusieurs milliers, voire dizaines de milliers de personnes, qui avaient fait le déplacement. Voilà de quoi être en position de force pour tenter de négocier une modification de la feuille de route, ou au moins être en droit de revendiquer un bon nombre de voix dans la CENI ou dans le Parlement de Transition qui aurait à ratifier les lois d'amnistie ».

Simple accident de parcours ou tournant pour la feuille de route ? Pour *L'Express*, « les mouvances des trois anciens présidents voient dans le retour manqué de Marc Ravalomanana un moyen de pression pour réviser d'une manière profonde la feuille de route proposée par l'équipe de médiation de la Sadc. Les pro-régime tentent de minimiser l'événement et persistent dans la voie empruntée actuellement ». « La présence de nos partisans à Ivato montre que nous restons incontournables dans la résolution de la crise », a commenté Mamy Rakotoarivelo, secrétaire général du Tim et chef de délégation. Un avis partagé par les dirigeants des mouvances des trois anciens présidents, venus à l'aéroport pour témoigner leur solidarité. « Les partisans du régime tentent de tromper l'opinion internationale en soutenant que nous n'existons plus. Avec ce qui s'est passé, la communauté internationale devrait réviser sa position pour ne plus insister sur la feuille de route dans sa forme actuelle qui donne la part belle à Andry Rajoelina », soutient un membre de la délégation de la mouvance Zafy. À entendre Andry Rajoelina, la signature de la feuille de route entre les parties malgaches devrait se faire très rapidement. Henri de Raincourt, ministre français de la Coopération, l'a confirmé au cours de son séjour. Mais les trois mouvances réclament plus de temps pour renégocier. « Nous demandons la révision sur table de la feuille de route. D'ailleurs, l'intitulé des documents transférés par le médiateur Joaquim Chissano évoque une révision numéro Un⁴. Cela suppose une révision numéro Deux », remarque Mamy Rakotoarivelo. « Désormais, il faut que les chefs de file discutent directement entre eux pour accélérer le processus », ajoute-t-il. En décidant de

⁴ Cf Blog Justmad, « articles remarquables » février 2011 - <http://storage.canalblog.com/08/20/448497/61993593.pdf>

refuser l'entrée sur le territoire national à Marc Ravalomanana, le régime de Transition veut également faire passer un message. Il veut démontrer qu'il détient, d'une manière effective, le pouvoir.

Commentaire de Sobika : « *Marc Ravalomanana paraît isolé diplomatiquement et on se demande quelle va être la réaction des leaders de la mouvance concernant la signature attendue de la feuille de route. La HAT paraît sortie gagnante de ce bras de fer, d'un point de vue politique et diplomatique, mais pour autant elle ne doit pas fermer les yeux et faire comme s'il ne s'était rien passé ce samedi. Il y avait du "vahoaka" ce jour, il ne faut pas l'ignorer ni le mépriser en évitant de l'écouter. [...] En effet, ce qui semble important, n'est pas tant que la HAT ait émise un "Notam" pour empêcher sa venue, on pouvait s'y attendre, mais c'est plutôt cette feuille de route révisée émise par Joachim Chissano, qui valide celle précédemment émise par le Dr Simao ! La Sadc a donc pris le parti de valider la feuille de route telle qu'elle a été présentée mais en annexant un petit chapitre consacré à Marc Ravalomanana ».*

La visite programmée d'Henri de Raincourt affiche l'appui de la France à la feuille de route de Leonardo Simão. Le ministre français de la Coopération a rencontré Andry Rajoelina et validé l'application de la feuille de route Chissano/Simão. Le ministre s'est entretenu également avec des partis politiques de toutes tendances. Il a déclaré avoir constaté « *un très large consensus qui pourrait se dégager des dernières propositions à la rédaction de la feuille de route* ». Le ministre souligne l'inclusivité qui devrait prévaloir dans la feuille de route, mais à sa façon. « *Afin que les autorités puissent, dans les mois à venir, se concentrer sur l'organisation et le développement de la vie sociale, économique, culturelle et politique et ce, dans la perspective de trouver une solution acceptée par tout le monde, si possible, ou, à défaut, par le plus grand nombre, marquant la volonté démocratique que nous avons en partage* », a-t-il notamment déclaré, en présence de Jean-Marc Châtaigner, ambassadeur de la France. Il a précisé que « *la France n'a aucune ambition, ni volonté ni action qui s'apparente à de l'ingérence, mais ne fait pas non plus de l'indifférence* », c'est-à-dire selon Henri de Raincourt, « *être à la disposition des autorités* », et du peuple malgache par extension. Le ministre n'a également touché mot, ni de la candidature d'Andry Rajoelina aux prochaines présidentielles, ni du cas de Marc Ravalomanana, « *par respect de la liberté, de l'indépendance et de la souveraineté de Madagascar au peuple malgache* ». Le ministre a également exprimé la solidarité de la France avec les victimes du cyclone Bingiza et indiqué que la France est disposée à venir en aide aux autorités locales. Enfin, Henri de Raincourt s'est engagé à évoquer à Bruxelles, lors de la réunion des ministres de la Coopération et du développement de l'UE, la question de la suspension de l'aide à Madagascar, et à essayer de convaincre les pays concernés à mettre un terme à cette situation, selon lui contre-productive.

Leonardo Simão se fait désirer. Son retour est attendu depuis une dizaine de jours. Il était prévu que le médiateur de la Sadc arrive à Antananarivo pour s'entretenir avec le ministre français de la Coopération sur la feuille de route, mais le Dr. Simão a fait faux-bond... Selon certains diplomates, l'arrivée de l'ex-ministre mozambicain a dû être retardée en raison de la persévérance de Marc Ravalomanana à vouloir s'imposer dans la finalisation de la feuille de route. D'autant que sa mouvance est venue en masse à l'aéroport d'Ivato, risquant de perturber le débarquement de l'émissaire.

La feuille de route « consolidée » : des contraintes obscures concernant le choix du Premier ministre de consensus. Tribune écrit : « *À propos du chef du gouvernement et des modalités de sa désignation, on constate un grand pas de géant en arrière. Le futur Premier ministre dit de consensus, ne peut être originaire de la même province que le président de la Transition. Le Sihanaka installé depuis le XIXe siècle à Anjozorobe province d'Antananarivo, est-il originaire de la province de Toamasina ou d'Antananarivo ? Le Merina qui a vécu depuis le début de l'ère coloniale à Mandritsara est-il originaire de la province de Mahajanga ou d'Antananarivo ? Cette contrainte cache mal l'esprit colonial et les ténèbres dans lesquelles le pays risque de s'enfoncer. En tout cas, ce paragraphe de cette feuille de route s'apparente à ces paragraphes déjà lus dans les précédents accords finalement rejetés en bloc par la mouvance Andry Rajoelina. De plus ce Premier ministre de consensus ne peut être issu de la majorité présidentielle. Où veut-on en venir ? Le Premier ministre ne peut être issu des acteurs politiques s'identifiant ou s'étant identifié comme faisant partie de la majorité présidentielle ; donc qui est contre cette majorité. Le schéma zimbabwéen est-il alors le modèle ? Car finalement, ce Premier ministre ne peut être issu que de la mouvance Ravalomanana, ou de la mouvance Ratsiraka ou de la mouvance Zafy. Donc le même schéma qui avait écarté Monja Roindefo de son poste au profit de Mangalaza Eugène... »*

22 février : l'équipe de médiation est de retour. La feuille de route proposée par Leonardo Simão, révisée par Joaquim Chissano, n'est pas définitive, elle fera encore l'objet d'après négociations, comme l'exigent les 3 mouvances. Marc Ravalomanana, dont la tentative de retour serait un « baroud d'honneur », n'aurait pas renoncé à une nouvelle tentative.

Leonardo Simão de retour à Madagascar. La feuille de route proposée par Leonardo Simão et révisée par Joaquim Chissano n'est pas encore définitive. Elle est encore susceptible d'une révision « *suivant l'évolution de la situation politique à Madagascar* », selon les termes de l'émissaire à son arrivée. Ce n'est donc pas encore la feuille de route officielle et définitive de la Sadc. « *La Sadc a donné quelques balises pour l'établissement de cette feuille de route* » affirme le Dr Simão, tout en précisant que c'est le document final, signé par tous les acteurs politiques malgache, qui sera soumis à l'appréciation de la Sadc. Le travail de l'équipe de médiation est de trouver des solutions pratiques permettant d'arriver à un niveau raisonnable de consensus. Ce qui donne de l'espoir à la mouvance Ravalomanana et aux deux autres mouvances, espoir conforté par l'annonce d'une réunion prochaine de la Sadc. Les partisans d'Andry Rajoelina continuent à manifester leur impatience de signer le texte qui a été proposé. Pour *Les Nouvelles*, « *force est de constater que les derniers événements politiques [le retour manqué de Marc Ravalomanana], ont eu des impacts sur l'évolution de la situation* ». On peut supposer que les conditions du retour de l'ancien président comptent parmi les points qui peuvent encore être négociés, de même que la question de l'amnistie. L'avocate de Marc Ravalomanana a déclaré que les négociations étaient en cours avec la Sadc pour le retour de son client au pays. Selon toute vraisemblance, la feuille de route de Leonardo Simão fera donc encore l'objet d'après négociations, ce qui laisse penser que sa signature ne se fera pas à brève échéance. L'émissaire rappelle cependant que l'inclusivité ne veut plus dire accord de la totalité, une manière d'annoncer que la feuille de route sera signée d'une manière ou d'une autre. Si cette dernière est alors validée par la Sadc puis l'UA, la reconnaissance internationale sera effective. Emmanuel Rakotovahiny (mouvance Zafy) a déclaré que l'opinion de la communauté internationale diverge sur la feuille de route de la Sadc. Une partie demanderait la poursuite du dialogue. Dans une certaine mesure, les trois mouvances, réticentes à la teneur de la feuille de route, y compris de la version révisée, obtiennent un sursis. Leur stratégie de démonstration de force qui accompagnait le « *vrai-faux* » retour de l'ancien président, semble avoir porté ses fruits. Du moins pour l'instant.

Un seconde tentative de retour de Marc Ravalomanana en préparation ? Son avocate, Me Hanitra Razafimanantsoa, déclare : « *Nous connaissons déjà la date [de son retour], que nous n'allons cependant pas communiquer pour éviter de nouvelles entraves de la part du régime. Nous tenons toutefois à vous dire de rester prêts car nous pourrions faire appel à vous à tout moment. L'information ne sera délivrée que quand Marc Ravalomanana aura pris son avion. Nous aurons ensuite un peu plus de 3 heures [durée du vol Afrique du Sud – Madagascar] pour nous regrouper* », a-t-elle lancé aux supporters de l'ancien président réunis au Magro. Elle ajoute que Marc Ravalomanana sera accompagné de ses collaborateurs et de Didier Ratsiraka. Selon le « *notam* » diffusé par l'ACM, Marc Ravalomanana ne pourra pas retourner au pays dans les 3 mois à compter de son émission.

Retour manqué de Marc Ravalomanana : « C'était un baroud d'honneur », pour Jean-Eric Rakotoarisoa. Il a affirmé sur les ondes de la RFI⁵ qu'« *effectivement, on peut considérer qu'il y a une nouvelle donne politique puisque le retour avorté de Ravalomanana remet en cause le processus de sortie de crise tel qu'il a été proposé par la Sadc* ». Le juriste et analyste politique pense que « *chacun peut constater qu'il reste effectivement des partisans de Marc Ravalomanana, des partisans qui sont quand même en nombre conséquent* », dit-il, tout en précisant quand même que « *ce n'est pas déterminant* ». Il pense ainsi que c'est une tentative d'inverser la feuille de route telle qu'elle est présentée actuellement par la Sadc. « *C'est une manifestation beaucoup plus à usage externe qu'interne* », précise-t-il. Jean-Eric Rakotoarisoa croit aussi « *qu'il s'agit quand même plus d'un baroud d'honneur que d'une tentative d'un ancien président pour inverser la tendance de la médiation* ». Ce qui a amené RFI à poser des questions sur la feuille de route de la Sadc, des questions surtout orientées vers une éventuelle mise à l'écart des trois mouvances. Selon le constitutionnaliste, « *la Sadc va peut-être essayer de les [les trois mouvances] convaincre d'adhérer au processus, malgré un certain nombre d'amendements qu'ils ont proposé* ». Ainsi, le juriste estime qu'« *effectivement, il y a un risque que les trois mouvances soient laissées en dehors du processus de sortie de crise* ». Pour Jean-Eric Rakotoarisoa, « *la communauté internationale commence quand même à perdre patience à propos de la crise malgache. [...] C'est à force de faire traîner les négociations que Marc*

⁵ Lien vers l'interview : <http://www.rfi.fr/emission/20110220-jean-eric-rakotoarisoa-universitaire-analyste-politique>

Ravalomanana a perdu ses avantages issus des négociations de Maputo et d'Addis-Abeba ». L'affluence à l'aéroport d'Ivato serait due à la situation économique et sociale qui s'est sérieusement dégradée pendant ces deux ans. « *Marc Ravalomanana et sa mouvance sont en train de capitaliser le mécontentement de la population* », a-t-il conclu.

Voninahitsy Jean Eugène, proche du pouvoir de Transition [il représente les « Autres sensibilités »], dénonce l'entourage du président de la HAT. Il lui reproche de pratiquer la manipulation, mettant ce dernier dans une situation de méconnaissance des réalités du pays. Une attitude qui, d'après lui, explique les frustrations de différents partisans du dirigeant de la Transition, dont certains se sont retournés contre lui, comme le général Noël Rakotonandrasana et le lieutenant-colonel Charles Andrianasoavina. Il fustige certains proches d'Andry Rajoelina qui « *continuent à s'enrichir dans le trafic de bois de rose et dans l'exportation des mines* », alors que d'autres ont été limogés sans préavis.

23 février : retour à la case départ de la dernière ligne droite. Leonardo Simão lance une nouvelle phase de consultations. La Transition semble redouter un retournement de l'opinion.

Les pro-régime tentent de dissuader l'équipe de médiation de la Sadc de réviser la feuille de route. Ils militent pour sa signature immédiate. « *Il n'y a plus lieu de marchander quoi que ce soit. Il faut tout de suite signer la feuille de route de la Sadc* », a martelé Raharinaivo Andrianantoandro, président du Congrès et président de l'une des deux ailes du Tim. « *Nous demandons expressément la nomination du Premier ministre de consensus et de la formation du gouvernement, dès la signature de la feuille de route* », a-t-il ajouté. Près d'une soixantaine de membres du Congrès ont signé la feuille de route pour exprimer leur impatience à la voir mise en œuvre sans retouche. « *La situation socio-économique ne cesse de se détériorer. Il faut sortir au plus vite de la crise actuelle pour ne pas entrer dans une autre* », avance un leader politique proche du pouvoir. Une offensive destinée à faire pression sur les médiateurs et contrebalancer la manifestation des trois anciens présidents lors du vrai-faux retour de Marc Ravalomanana. Ce dernier n'a pas renoncé à infléchir la position de la Sadc, comme l'atteste son entretien à Maputo avec Joachim Chissano. Mamy Rakotoarivelo, chef de délégation, a indiqué que sa mouvance prépare ses contre-propositions et compte les remettre incessamment à Leonardo Simão.

Sobika titre : « Retour à la case départ de la dernière ligne droite ». « *Après l'épisode du retour avorté de Marc Ravalomanana et la nouvelle arrivée du médiateur de la Sadc, nous sommes revenus en quelque sorte au point de départ : renégociez une feuille de route qui doit servir de base à la sortie de crise. C'est étonnant de voir combien les partis politiques prennent leur temps pour donner leurs avis et leurs propositions. [...] Dans la culture du palabre, des non dits et du « mora mora », il n'est pas étonnant que les malgaches mettent 4 fois plus de temps que la normale pour (ré)agir. [...] Nous sommes une société qui ne vit pas assez sous la pression du temps et des résultats. Tout est trop cool, jamais de deadline, et c'est pour cela que ça traîne en longueur indéfiniment. Si on était la communauté internationale, on fixerait une date limite de sortie de crise sous 10 jours, sous peine d'être définitivement rejeté du concert des nations*».

La Vérité (pro-régime) écrit que « ce mouvement de foule à Ivato constitue, sans conteste, une véritable sonnette d'alarme pour le régime de Transition⁶. En effet, parmi ces hommes et femmes, qui longeaient à pied (en aller et retour) près de 15 km, figurent ceux qui n'ont pas trop Marc Ravalomanana dans leur cœur mais qui ont tenu vivement à faire valoir leur ras le bol de certaines pratiques perpétrées au niveau de l'actuel pouvoir. Et ils sont légion. Des gens qui ont mis tout leur espoir sur la « Révolution orange » de 2009, à leurs risques et périls ».

Absence de reconnaissance internationale : la faute à Kadhafi ? « *Le guide libyen a été le protecteur d'Andry Rajoelina dès le début de cette Transition* », écrit *Le Courrier*. « *Un lobbying qui a été initié par les conseillers français de la présidence : Patrick Leloup, Philippe Leclerc et Me Arnaud de la Giraudière par l'entremise du SG de L'Elysée, Claude Guéant, et le conseiller Robert Bourgi. On comprend mieux la réticence de la communauté internationale à reconnaître Madagascar jusqu'à présent. Ni la HAT, ni Ratsiraka, ni Ratsirahonana n'ont condamné officiellement cette répression féroce du peuple libyen par leur frère Kadhafi* »

⁶ Cf Blog Justmad, « *articles remarquables* » février 2010 - <http://storage.canalblog.com/99/72/448497/62128853.pdf>

24 février : Andry Rajoelina reprend l'initiative pour exiger un bouclage rapide de la feuille de route et lance un ultimatum à la médiation. La mouvance Ravalomanana invite le Dr Simão à relancer un dialogue avec les 4 chefs de file, comme à l'époque de Maputo.

Andry Rajoelina lance un ultimatum à la médiation pour un bouclage rapide de la feuille de route et menace de passer à l'étape suivante en cas d'échec. « Je lance un appel. Nous allons organiser une réunion des responsables de partis et associations politiques la semaine prochaine », affirme-t-il. Cette convocation a pour thème la préparation des futures élections et devrait se faire avec ou sans feuille de route. Il n'est pas exclu de voir la rencontre se conclure par la signature d'une feuille de route. Mais la question qui se pose est de savoir laquelle. Des indiscretions font état de la signature de la dernière version mise sur la table. « Si l'équipe de médiation arrive à boucler la sienne, on va la signer. Dans le cas contraire, on va adopter la dernière version existante », confie une source proche du dossier. Par cette annonce, Andry Rajoelina met aussi la pression sur les entités politiques récalcitrantes, en l'occurrence les trois mouvances ou encore l'ancien Premier ministre Monja Roindefo. Il cherche également à neutraliser une avancée des trois mouvances qui ont obtenu la poursuite des discussions en vue de l'élaboration de la version finale de la feuille de route auprès de l'équipe de médiation. Les adhésions à la version de la feuille de route revisitée par Joachim Chissano se multiplient. Alain Tehindrazanarivelo note que le seuil d'inclusivité est désormais atteint, vu le nombre de signatures récoltées. Andry Rajoelina invite les récalcitrants à basculer officiellement dans l'opposition. Pour *Sobika*, la question est cependant de savoir ce que représentent ces partis qui vont apposer leur signature : « Les partis politiques, c'est comme l'armée à Madagascar. Il y a trop de gradés par rapport au nombre de soldats, comme il y a trop de partis par rapport à la population ».

La mouvance Ravalomanana invite le Dr Simão à relancer un dialogue avec les 4 chefs de file de l'époque des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. La mouvance Ravalomanana a envoyé une lettre en ce sens à l'émissaire de la Sadc. La rencontre devrait se tenir sur le territoire national, en présence des 3 anciens présidents. Le schéma classique des 4 chefs de file pourrait même être élargi à d'autres chefs de file et groupements politiques comme l'Escopol.

« **Feuille de route : Ratsiraka et Zafy se mettent sur la touche** » titre *La Gazette*. Les deux anciens présidents « se seraient finalement décidés à ne plus rentrer dans la mêlée politique au cœur de laquelle ils ont été placés, bien malgré eux peut-être, depuis les négociations de Maputo. Deux ans après les marathons aériens pour des réunions interminables dans les capitales africaines, les volte-face, les tractations occultes et de multiples manipulations, les deux anciens présidents ont décidé de ne pas adhérer à la feuille de route. [...] Si problème il y a au niveau de ces deux personnages, ce serait parmi leur entourage respectif direct. Notamment les techniciens fidèles qui ne savent plus où mettre leurs ambitions légitimes. Certains aspirent légitimement à diriger le gouvernement, d'autres à devenir ministres ou à occuper de hautes fonctions au sein de l'administration. Le refus de signer coupe toutes ces aspirations. ».

Les grands commis de l'Etat lancent un appel à l'apaisement. La fédération des syndicats des grands corps de l'État lance un appel à l'union sacrée. « Nous exhortons les partis, les associations et les syndicats à mettre en place un climat d'apaisement pour la recherche d'une voie de sortie de crise », déclare un porte-parole. La fédération regroupe, entre autres, le syndicat des magistrats, le syndicat des enseignants-chercheurs ou encore le syndicat des administrateurs civils.

25 février : Leonardo Simão semble désormais impatient de conclure, avec ou sans les trois mouvances. Didier Ratsiraka attend des garanties pour rentrer et présenter ses propositions. Marc Ravalomanana met en cause la représentativité des formations qui vont signer la feuille de route. La mouvance Zafy prépare une version alternative de sortie de crise.

Leonardo Simão pointe du doigt les trois mouvances. « Les mouvances Zafy et Ratsiraka ont dit qu'elles ne comptent plus participer. C'est leur droit », a-t-il déclaré. Il également mis en cause l'attitude de la mouvance Ravalomanana, en particulier celle de son chef de file. « Nous sommes en train de faire une évaluation. On dit une chose un jour et on dit le contraire de tout ce qui est convenu le lendemain. Qu'est-ce que ça veut dire ? », se demande-t-il après avoir annoncé être mis au courant de la teneur des discussions entre Marc Ravalomanana et Joaquim Chissano. Il ajoute : « La porte est encore ouverte pour les autres entités politiques qui souhaitent participer à ce processus malgache-malgache. Ceux qui ne veulent pas suivre la négociation sont responsables de leur acte ». La mouvance Ratsiraka s'en tient aux déclarations de son chef de file selon lesquelles il souhaite rentrer

pour présenter ses propositions de sortie de crise aux Malgaches. Mais les démarches pour le retour de Didier Ratsiraka seraient restées sans suite à ce jour. L'ancien président demandait notamment des garanties quant à sa sécurité. L'annonce de l'émissaire a surpris les principaux intéressés, qui affirment ne pas avoir changé d'avis. La mouvance Zafy réplique en affirmant que c'est Leonardo Simão qui a changé d'avis à son retour à Antananarivo, après s'être concerté avec la Sadc. Les 3 mouvances sont placées dans une mauvaise posture. Elles sont dans l'obligation de trouver la parade pour éviter l'exclusion du processus au moment où le régime milite pour la conclusion rapide de la feuille de route. L'émissaire semble lui donner raison : « *le processus avance dans le sens positif, la plupart des politiques sont favorables à la feuille de route quoiqu'ils aient apporté quelques amendements* », indique-t-il à la sortie d'un entretien avec le Premier ministre. 8 des 11 principales entités politiques consultées pour la sortie de crise auraient donné leur accord pour signer en l'état la feuille de route.

Dans un courrier adressé à Joachim Chissano, Marc Ravalomanana met en cause la représentativité des nouveaux partis qui vont signer la feuille de route. « *Je suis d'accord que le paysage politique à Madagascar a changé depuis 2009. Il y a de nombreux partis politiques satellites financés par la HAT qui n'ont pas aucune base. Ces partis ont été créés pour nourrir les négociations en faveur de la HAT. D'où leur empressement à signer une feuille de route qui n'a même pas été acceptée par trois des quatre principaux partis politiques* », déclare-t-il.

La mouvance Zafy compte participer à la réunion de partis politiques initiée par Andry Rajoelina. Elle compte aussi proposer une version alternative de sortie de crise qui redonnerait la priorité au dialogue malgache-malgache sur la médiation africaine. Une proposition motivée par « *l'unilatéralisme de l'accord existant* », et « *les opportunités excessives attribuées à Andry Rajoelina* ». La mouvance Zafy a déjà émis cette proposition au début des consultations des médiateurs étrangers, mais apparemment « *elle n'a pas été prise en compte par les concernés* », s'insurge un responsable.

Manandafy Rakotonirina propose l'intervention du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour mettre fin à la crise. Ce dirigeant de la mouvance Ravalomanana, président du parti MFM, fait ce constat : « *Le Dr Leonardo Simão semble être impuissant. Pour pallier à cette impuissance, il faut trouver une autre voie pour débloquer la situation. [...] La situation en Libye est actuellement portée devant le Conseil de Sécurité. Je ne trouve aucune raison de ne pas proposer la même démarche sur la crise Malgache. D'ailleurs, ce qui s'est passé samedi dernier à Ivato suffit pour justifier l'intervention du Conseil de Sécurité des Nations Unies* ».

Les dignitaires « Raiamandreny Mijoro » sont impatients de voir mis en place le « Conseil du Fampihavanana Malagasy » (CFM). Depuis quelques semaines, leur commission juridique se consacre à l'élaboration d'un texte relatif à cet organe prévu par la nouvelle Constitution. Des tractations sont menées dans ce sens au niveau du Parlement de la Transition.

26 février : après Marc Ravalomanana, Didier Ratsiraka interdit de retour au pays. Leonardo Simão s'attire les foudres des trois mouvances qu'il avait pointées du doigt. La représentativité des formations impatientes de signer la feuille de route non finalisée est contestée.

Didier Ratsiraka interdit de retour au pays. Les autorités ont émis un « *notam* » à l'endroit de l'ancien président et de ses proches en exil. Cela ferait plus d'un mois que le comité en charge des préparatifs d'accueil de Didier Ratsiraka attend que les autorités l'informe sur le site d'hébergement et les personnels qui auront à assurer sa sécurité, mais en vain. Il ne pourra donc pas présenter les propositions de sortie de crise qu'il affirme être de nature à sortir le pays de l'impasse et qu'il se refuse à communiquer aux médiateurs.

L'émissaire de la Sadc s'attire les foudres des trois mouvances qui ont été pointées du doigt. Elles réfutent l'annonce faite par Leonardo Simão concernant le refus des mouvances Zafy et Ratsiraka de poursuivre les négociations pour l'élaboration de la feuille de route. « *C'est Leonardo Simão qui l'a dit. Il sera responsable des conséquences de sa déclaration. C'est lui qui pratique l'exclusion dans un processus censé être consensuel et inclusif* », a averti Ange Andrianarisoa, chef de délégation de la mouvance Ratsiraka. « *Aucun membre de la délégation n'a jamais déclaré son retrait des discussions relatives à l'élaboration de la feuille de route. Le président Ratsiraka n'a pas non plus fait une telle annonce* », dément-il. La mouvance Ravalomanana est également revenue à la charge : « *Nous nous demandons si c'est un vrai médiateur* », fustige Mamy Rakotoarivelo, chef de la

délégation. Leonardo Simão avait dénoncé ce qu'il considère comme une volte-face de Marc Ravalomanana sur sa position concernant les discussions. « *On ne peut pas confondre vitesse et précipitation si on veut résoudre une fois pour toute la crise. On a besoin de temps pour formuler nos contre-propositions face à cette feuille de route très tendancieuse* », avait-il déclaré. Les mouvances des trois anciens présidents manifestent leur intention de demander une pression internationale pour modifier la donne. Marc Ravalomanana devrait rencontrer une nouvelle fois Joaquim Chissano pour évoquer le sujet.

Les raisons de l'empressement des formations proches de la Transition à signer la version provisoire de la feuille de route. Selon *Le Matin*, « *cette impatience témoigne de leur anxiété et constitue une preuve qu'elles ne font pas trop confiance aux médiateurs internationaux. En effet, elles sont conscientes, même si elles ne l'avouent pas publiquement, que le plan Simão-Chissano est largement « favorable » à leur survie politique. D'autant que la feuille de route les désigne comme la « majorité des forces politiques malgaches » sans qu'un quelconque baromètre soit défini. Certaines d'entre elles ne jouissent pas non plus d'un poids qui leur permettra, le temps venu, de faire élire l'un des leurs dans les deux Chambres parlementaires. Chissano comme Simão ne sont pas dupes de ces réalités. Cela explique largement la déclaration de ce dernier quand il a annoncé que la version finale de la feuille de route attendra. Signer un document qui n'est même pas finalisée semble prouver qu'on est plus préoccupé par des intérêts purement politiques et secondairement que par la sortie de crise proprement dite* ».

Jean-Claude Rakotoarilalao, le Malgache pris en otage par Aqmi (Al Qaïda au Maghreb islamique) a été libéré. Au terme de 6 mois de captivité, il a recouvré la liberté, avec le Togolais Alex Kodjo Ahonado et la Française Françoise Larribe, soignée pour un cancer. Agé de 60 ans, il travaillait en tant que mécanicien pour Satom, filiale du groupe Vinci, géant des travaux de bâtiment, de forage et de génie civil. Depuis 1984, Satom est très liée à la Sogea, une grande société de travaux publics implantée dans plusieurs pays d'Afrique, notamment à Madagascar. Selon des experts, Aqmi se serait défait d'otages « *de moindre valeur* » et ne présentant pas un intérêt stratégique pour lui, afin de tenter de rouvrir un canal de négociations avec Paris et faire monter les enchères à l'approche de la présidentielle française de 2012. *L'Express* observe que ni Togo ni Madagascar n'ont entrepris de démarche pour obtenir la libération de leur otage. « *Les ravisseurs ont réalisé que le Malgache et le Togolais n'étaient finalement pas une bonne monnaie d'échange. Et puis, Ben Laden n'aurait aucun intérêt à s'en prendre à de petits pays comme Madagascar, à moins qu'il ne garde rancune de l'assassinat de son gendre à Ilakaka en 2008. Cette affaire a une fois de plus mis en évidence la faiblesse de notre diplomatie, handicapé il est vraie par l'absence de reconnaissance internationale* ».

27 & 28 février : après une nouvelle rencontre avec Joachim Chissano, Marc Ravalomanana, en accord avec Zafy Albert, publie un communiqué par lequel il se prononce pour un Sommet réunissant tous les chefs de file à Antananarivo pour la signature de la version finale de la feuille de route. La HAT se prépare de son côté à organiser une réunion des partis favorables à la signature de la feuille de route provisoire.

Le bras de fer entre la Transition et les trois mouvances s'intensifie la veille de la réunion des partis, annoncée pour le 1er mars. Le régime donne l'impression de vouloir écarter des chefs de file des mouvances dans le processus de sortie de crise. Ces derniers préparent une contre-offensive en exigeant la tenue d'un Sommet avant la signature de la feuille de route définitive. L'interdiction de retour frappant Didier Ratsiraka jusqu'à la conclusion d'un accord témoignerait des craintes de la HAT de voir les trois mouvances tenter une ultime opération de déstabilisation. Le pouvoir s'est réjoui de la déclaration de Leonardo Simão affirmant que les mouvances Ratsiraka et Zafy ont « *déclaré ne plus participer* » à la feuille de route. Une annonce qui pouvait ouvrir un boulevard au régime mais qui a été par la suite démentie. On ignore si la réunion des partis favorables à la signature est cautionnée par l'équipe de médiation.

Les mouvances des trois anciens présidents ne baissent pas les bras et poursuivent une contre-offensive diplomatique. Marc Ravalomanana a de nouveau rencontré Joaquim Chissano à Sandtown (Afrique du Sud). Les deux anciens chefs d'Etat ont publié un communiqué conjoint rapportant le souhait de Marc Ravalomanana d'organiser un Sommet à Antananarivo « *pour la signature de la version finale de la feuille de route* », une « *déclaration de participation qui ne signifie pas nécessairement signature de la feuille de route proposée* ». Le président déchu a réitéré son « *entière confiance dans le processus de médiation engagé par la Sadc* » et exprimé « *sa disposition à travailler en étroite collaboration avec le médiateur en vue de trouver une solution durable à la crise* ».

».Le chef de la mouvance Ravalomanana a donné des instructions à son équipe de médiation afin d'y participer pleinement, a-t-on indiqué. Joaquim Chissano et Marc Ravalomanana auraient eu un entretien téléphonique avec Albert Zafy : *«le médiateur de la Sadc a informé que le président Albert Zafy lui a confirmé l'intention de sa mouvance de participer pleinement aux négociations concernant la feuille de route en vue du rétablissement de la normalité constitutionnelle »*, souligne le communiqué.

« Joaquim Chissano et Marc Ravalomanana : un duo qui inquiète ! », titre *La Gazette*. Même s'il ne participe plus directement aux négociations, Joaquim Chissano reste le médiateur officiel de la Sadc (et donc de l'UA) et sa connivence avec l'ancien président interroge les observateurs. Leonardo Simão (qui fut son ministre des Affaires étrangères) est l'émissaire qu'il a mandaté et qui travaille en son nom. Mais quand viendra le moment de présenter le rapport sur les résultats de la médiation à Madagascar devant l'UA ou la Sadc, c'est Joaquim Chissano qui prendra la parole. Le tandem Chissano-Ravalomanana, soutenu par Albert Zafy, semble par ailleurs vouloir mettre sur la touche Didier Ratsiraka. Ces manœuvres n'augurent rien de bon pour la sortie de crise, redoute le quotidien qui conclut : *« Une fois de plus, l'on se demande à quel jeu joue la Sadc. Aussi, l'on ne peut que donner raison à la présidence de la HAT de se passer de la communauté africaine quant à la suite des événements »*.

Maurice apporte sa caution à la feuille de route élaborée par Leonardo Simão. L'émissaire de la Sadc s'est entretenu avec le Premier ministre mauricien et son ministre des Affaires étrangères. La feuille de route est *«une bonne base qui donne une grande importance à une solution malgache-malgache »*, a déclaré le ministre Arvin Boolell, qui a affirmé l'implication de son pays dans le processus actuel. *« Quand Madagascar va bien, c'est toute la région de l'océan Indien qui en bénéficie »*, a déclaré le chef de la diplomatie.

Le président du « Comité de solidarité aux victimes du non-droit » réclame le retour dans la sécurité des anciens présidents Ratsiraka et Ravalomanana. Fetison Rakoto Andrianirina, qui assure désormais la présidence de ce Comité, déclare qu'il est *«inacceptable d'admettre qu'Andry Rajoelina puisse se présenter à la présidentielle alors qu'il s'est solennellement engagé à y renoncer. [...] L'exclusion de Ravalomanana et de Ratsiraka du processus n'apportera certainement pas la paix et ne résoudra pas la crise »*, a-t-il soutenu. Le Comité poursuit son lobbying auprès des instances nationales et internationales pour obtenir la libération de tous les détenus politiques et la réouverture des stations radios fermées pour raisons politiques.

DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE

Le 2ème anniversaire de la tuerie du 7 février 2009 relance la polémique. Aucune responsabilité n'est toujours établie dans la tuerie qui a fait une cinquantaine de morts et plusieurs dizaines de disparus, selon les chiffres avancés par l'Association des Victimes du 7 février (AV7). Plusieurs corps tombés devant les grilles du palais auraient été escamotés dans la nuit, et probablement enfouis dans des charniers qui restent à localiser. Les deux camps adverses, celui de l'ancien président Marc Ravalomanana et celui des partisans du mouvement mené par Andry Rajoelina, ont chacun demandé l'ouverture d'une enquête internationale. En attendant la suite de la démarche, l'organisation d'un culte de commémoration sur les lieux du tragique événement est devenue une coutume. Boana Jean-Pierre Rafaramandimby, président de l'AV7, a rappelé que les manifestants de la Place du 13-Mai avaient rejoint le palais d'Ambohitsorohitra de leur plein gré : *« l'idée de prendre le palais venait de la foule des manifestants »*, a-t-il affirmé à l'issue d'une réunion de l'AV7, en présence de Lanto Rakotomavo, secrétaire nationale du parti Tgv. Une déclaration qui s'analyse comme une réponse à l'accusation formulée par la défense de Marc Ravalomanana contre *« ceux qui ont entraîné les manifestants à se rendre à Ambohitsorohitra »*. En exprimant l'attachement des membres de son association à Andry Rajoelina, Boana Jean-Pierre Rafaramandimby a avancé que, contrairement à celles des événements antérieurs comme celui du 10 août 1991, les victimes du 7 février 2009 sont bien traitées par le régime. Elles continuent de toucher chacune les 200.000 Ar mensuels d'indemnisation. Il réagit ainsi aux propos d'Albert Zafy qui a affirmé tout récemment que les dirigeants du mouvement pro-Rajoelina avaient trompé l'AV7 : les meneurs de la manifestation auraient voulu faire des martyrs pour atteindre leur objectif. L'ancien chef de l'État avait affirmé que les tirs sur les manifestants ne venaient pas du palais d'Ambohitsorohitra mais des côtés latéraux. Un membre de l'AV7 a confirmé l'existence des tirs provenant du bâtiment du Trésor, dont il a été l'une des victimes. Mais il tient pour responsables les hommes de Marc Ravalomanana. Me Hanitra Razafimanantsoa, avocate de Marc Ravalomanana, a dénoncé la manière avec laquelle l'ordre de poursuite de l'ancien président s'est effectué en vue de sa traduction devant la Justice. Elle affirme que la procédure n'a pas été respectée. Son client a été

condamné par contumace à perpétuité, avec 14 co-inculpés. Marc Ravalomanana avait demandé l'ouverture d'une enquête internationale le lendemain même du carnage. Il a toujours nié avoir donné l'ordre de tirer sur la foule. L'AV7 demande à la communauté internationale de ne pas faire deux poids deux mesures entre les massacres en Égypte et en Tunisie d'une part et les massacres du 7 février 2009 devant le palais d'Ambohitsorohitra d'autre part. Bona Jean-Pierre rappelle que son association a déposé une plainte devant le TPI mais il déplore que la communauté internationale n'ait pas donné suite. Il envisage de relancer les Nations unies et d'adresser un courrier aux dirigeants français et américain. Il indique avoir recruté des avocats étrangers. Les membres de l'AV7 demandent des sanctions, aussi bien à l'endroit des donneurs d'ordre que de ceux qui ont tiré. Ils exigent que les corps des victimes qui demeurent introuvables soient rendus à leur famille. Ils estiment qu'ils doivent obtenir des postes au sein du Parlement car ils ont contribué au changement de régime, même s'ils ne possèdent pas de statut politique. Une assurance en ce sens leur a été donnée par Andry Rajoelina. L'association compterait à ce jour 212 membres.

Pour La Gazette, « *le verdict a laissé un goût d'inachevé, d'abord car les principaux inculpés, Marc Ravalomanana et le chef de sa garde, le général Jean Heriniaina Raoelina, étaient absents lors de l'audience. Ensuite, car les avocats se sont désistés pour protester contre les atteintes aux droits de la défense. Enfin, parce que les gros bonnets du régime Rajoelina, qui ont poussé la foule sur le site dangereux, n'ont pas été inquiétés, alors qu'ils ont une responsabilité pénale dans le dossier. Visiblement, le procès a été organisé à la va-vite pour expédier l'affaire, l'enterrer définitivement sous l'autorité de la chose jugée et soustraire ainsi les chefs de la Transition à une comparution ultérieure. En fait, les conditions sont réunies aujourd'hui pour une réouverture du dossier et une révision du procès. Des éléments nouveaux, qui n'ont pas été portés à la connaissance des juges lors du procès d'août, ont fait leur apparition. En premier lieu le témoignage et éventuellement les preuves ou aveux venant du général Jean Heriniaina Raoelina. Durant le procès, ce dernier n'a pas comparu car était en cavale. L'homme a été mis en état d'arrestation en novembre dernier. [...] En second lieu, les révélations faites ces dernières semaines par deux personnages centraux des événements de février-mars 2009 : le général Noël Rakotonandrasana et le lieutenant-colonel Charles Randrianasoavina. [...] Le dossier devrait être ouvert de nouveau, mais on ne le fera certainement pas. Notamment, puisque la décision de réviser le procès doit avoir l'agrément de la ministre de la Justice. Celle-ci sait qu'en détournant les morts du 7 février, elle creuse la tombe du régime... ».*

Analyse de RFI : « *fin janvier, c'est une lettre manuscrite du lieutenant-colonel Charles qui a relancé le débat sur les zones d'ombre de la prise de pouvoir d'Andry Rajoelina. Dans cette missive, celui qui avait été l'un des anti-Ravalomanana les plus ardents et les plus actifs début 2009, explique par le détail comment la population aurait été utilisée et même sacrifiée pour discréditer le régime d'alors. Stratégie morbide : la tuerie du 7 février aurait été souhaitée par l'opposition de l'époque. Mais quel crédit donner à Charles Andrianasoavina ? Après la chute de Marc Ravalomanana, il a d'abord été placé à la tête d'une force d'intervention spéciale créée de toute pièce pour bons et loyaux services mais il a ensuite été écarté et s'est alors retourné contre le régime d'Andry Rajoelina. Le 17 novembre dernier, il était parmi les mutins qui ont tenté de prendre le pouvoir. Actuellement incarcéré dans l'attente d'un procès, il a donc écrit ces révélations en prison. Celles-ci sonnent comme une vengeance et sont à prendre avec des pincettes mais Marc Ravalomanana s'est engouffré dans la brèche et a porté plainte pour coup d'Etat. Pourtant, c'est bien lui, le président évincé, ainsi que 14 autres personnes qui, en août dernier ont été condamnées pour la tuerie du 7 février 2009 ».* (07/02)

L'association Justice & Paix, liée à l'Eglise catholique, réclame la mise en place d'un tribunal pour juger l'affaire du 7 février 2009. Le Père Alain Thierry Raharison, Secrétaire Général, appelle toutes les personnes possédant des informations ou des témoignages à ce sujet à se manifester. Il demande aussi que soient jugées les affaires des 11 février 1975 [assassinat du colonel de gendarmerie Richard Ratsimandrava] et du 29 mars 1947 [insurrection contre la puissance coloniale qui a fait de 30.000 à 90.000 morts]. Pour Justice et Paix, la constitution d'une Haute Cour de Justice, appelée à juger les crimes des dirigeants, constitue un piège. En effet, à ce jour, aucun régime n'a mis en place cette juridiction, ce qui revient à admettre l'impunité dont jouissent les dirigeants depuis toujours. (10 & 14/02)

Comité de solidarité avec Fetison Rakoto Andrianirina : dans une déclaration il réitère son appel à « *mettre fin aux arrestations arbitraires pour délit d'opinions et à libérer sans conditions les prisonniers politiques, civiles et militaires incarcérés pour avoir exprimé publiquement et de façon non violente leur soutien à un processus politique pour la sortie de crise et pour le respect de la démocratie et de la liberté* ». Il exhorte particulièrement les Nations unies, l'UE, l'UA, la Sadc, les associations de défense des droits humains, d'apporter leur soutien à cet appel international. (08/02)

Fetison Rakoto Andrianirina nommé président du Comité de solidarité avec les détenus politiques et victimes du non-droit. Une décision intervenue peu après son procès et sa remise en liberté. La structure revendique la libération de tous les détenus politiques, qui, selon elle, sont au nombre de 150. (14/02)

Toliara-Affaire Soatalily : un décès gênant pour le tribunal. Depuis une semaine, l'épouse de Rabeony, l'un des prévenus de l'affaire de la *radio Soatalily* de Toliara sous mandat de dépôt depuis 6 mois, était gravement malade. Toutes les demandes de sortie ont été refusées par le tribunal. Rabeony n'a été autorisé à sortir que 4 heures après le décès de sa conjointe. « *Le refus de laisser sortir un détenu pour aller au chevet de sa femme mourante est certainement un non respect du droit de l'homme* », écrit *Les Nouvelles*. « *Pourquoi la plateforme de la société civile reste-t-elle muette ? On croit savoir que le cas Rabeony est jugé préoccupant et qu'il fallait le ménager pour « ne pas faire trop de vagues* ». A l'occasion de ce deuil, Elimbezara Laurent a donné quelques précisions sur les faits qui se sont déroulés : « *Juste à la veille de Noël 2010, Luc Vital a été envoyé par son frère le Premier ministre Camille Vital pour dire aux 7 personnes toujours en prison que s'ils veulent passer des fêtes de fin d'année avec leurs familles, il faut qu'il demande pardon à Camille Vital en présence des journalistes de Radio Soatalily* ». La famille a répondu : « *nous sommes nés debout et nous mourrons debout* ». « *Sachez également que ce qui est reproché aux 7 personnes, c'est d'avoir pillé, saccagé et incendié la station de radio et de télévision Soatalily le 27 août 2010. Or nous savons par les témoignages des habitants de Toliara que celle-ci n'a jamais brûlée et que ses émissions n'ont jamais été interrompues contrairement aux allégations du pouvoir. [...] Lors de la confrontation des preuves du 20 septembre au tribunal de Toliara, aucune preuve n'a été apportée par les responsables de la radio qui avaient porté plainte contre X. Et pourtant, plus de 6 mois après cette confrontation, les 7 personnes sont toujours placées sous mandat de dépôt* ». (14/02)

L'Union européenne rénove les prisons du Sud. Par le biais de l'Association Chrétienne pour le Développement et l'action environnementale de Madagascar (ACDM), elle vient à la rescousse des personnes détenues dans 6 prisons dans 3 régions du Sud. Des établissements surpeuplés, un personnel peu qualifié, des infrastructures insuffisantes, et un manque général de moyens et de matériel ont créé des conditions difficiles où l'insécurité constitue un problème majeur. L'UE et l'ACDM ont élaboré un projet sur 18 mois. (22/02)

Rapatriement des employées de maison expatriées au Liban⁷. Le départ de l'avion affrété par l'Etat pour rapatrier la première vague de travailleuses malgaches a été différé. Celui-ci ne peut transporter que 100 passagers alors que 1.800 demandes auraient été reçues. Les 50 jeunes femmes souffrantes et les 15 emprisonnées sont prioritaires. (09/02)

Parmi celles-ci, certaines ont été incarcérées parce qu'elles n'ont pas de papiers en règle. D'autres parce qu'elles ont frappé leurs employeurs, répondant aux coups par les coups. Les autorités libanaises seraient disposées à libérer la première catégorie de détenues. Mais en revanche, il n'y a pas de position claire concernant les jeunes femmes écrouées pour des violences. (14/02)

Le consul de Madagascar au Liban, Marcel Abi Chédid, a dû faire face à l'afflux d'une centaine de femmes malgaches qui venaient d'apprendre qu'un appareil allait procéder à un rapatriement. Un certain nombre se sont également présentées au centre des migrants de Caritas. La directrice du Centre a déclaré que « *le dossier de la main-d'œuvre migrante a été exploité à Madagascar à des fins politiques* ». Le consul n'aurait encore reçu aucune demande officielle du gouvernement malgache. Il alerte les autorités malgaches sur le fait que les dossiers devront être étudiés au cas par cas et qu'un rapatriement massif n'est pas envisageable. Des sommes importantes ont été payées par les employeurs aux agences de placement. Des sommes que ni l'État malgache ni les familles des employées, trop pauvres, ne sont en mesure de rembourser en cas de rapatriement. (10/02)

Plusieurs articles ont été consacrés à cette question dans le quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* et un article a été publié dans le news magazine français *L'Express* (à partir d'une dépêche AFP).

Selon le syndicat malgache des travailleurs sociaux (SPDTS), 40 jeunes femmes seraient parties travailler au Koweït. 10 d'entre elles seraient déjà revenues en se plaignant des conditions de travail et de violences. (14/02)

⁷ Voir la vidéo réalisée par le quotidien libanais *L'Orient – Le jour* : <http://www.madagascar-tribune.com/Les-travailleuses-malgaches-du.15462.html> (2'30)

Une commission est sur place. Sa mission : aviser les autorités malgaches de l'opportunité de faire envoyer un avion pour rapatrier les jeunes femmes maltraitées par leurs employeurs libanais. Elle est composée de représentants des ministères concernés, dont celui de la Fonction publique et du Travail, des Affaires étrangères, de la Population. L'ambassade de Madagascar à Paris est également représentée. (18/02)

Le rapatriement reste en point d'interrogation. 650 femmes ont déposé leur demande de rentrer au pays, annonce le SPDTS, qui s'inquiète de l'aggravation de la situation. Une centaine de ces femmes sont actuellement réfugiées au consulat malgache et à la maison de Caritas au Liban. Parmi elles, une quarantaine ne disposent pas de papiers, ce qui nécessite encore de difficiles négociations. « *Certains employeurs menacent de tuer l'employée si celle-ci tente de rompre le contrat qu'elle a signé. Une douzaine de femmes sont concernées. Bon nombre de femmes malgaches vivent clandestinement parce que leurs patrons ont confisqué leurs papiers* », explique une syndicaliste. Les émissaires malgaches seraient en train de négocier avec la justice libanaise. La date du rapatriement n'est pas encore fixée. (23/02)

Dix travailleuses malgaches sont rentrées du Koweït. Elles se plaignent des conditions de travail et des coups qu'elles ont reçus. (23/02)

Contrôle des importations d'armes. Un comité mixte composé des ministères de l'Intérieur, des Forces armées, de la Justice, de la Sécurité intérieure, du Commerce ainsi que du secrétariat d'Etat à la Gendarmerie a été mis en place pour gérer les importations d'armes de défense, dont la demande est croissante. (02/02)

Une association baptisée « Comité famine Madagascar » a été créée par la diaspora malgache pour venir en aide à la population victime ou menacée par le « *kere* » dans le sud du pays. (03/02)

Insécurité alimentaire – L'étau se resserre, écrit le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (IRIN). « *Confrontées à une insécurité alimentaire accrue, conséquence de plusieurs années de pertes de récoltes consécutives et de la période de soudure actuelle, les populations de certaines régions du sud de Madagascar se sont résolues à consommer du foin pour survivre* ». Depuis quelque temps, la population a modifié ses habitudes alimentaires : de nombreux habitants consomment les cactus rouges que l'on donne généralement au bétail, ou du tamarin mélangé à de l'eau et à de la terre. Après 3 années consécutives d'un climat peu clément et en raison de la « *décapitalisation* » croissante de l'économie rurale dans le sud (les populations vendant leur bétail et leurs biens pour survivre), quelque 720.000 personnes se trouvent actuellement touchées par l'insécurité alimentaire. Les populations ont déjà commencé à adopter des stratégies de survie négatives, notamment à consommer leurs propres semences ou des aliments mauvais pour la santé, et à vendre leurs biens. Les hommes quittent ces régions, ce qui rend les femmes et les enfants encore plus vulnérables. Selon des témoignages recueillis dans les régions touchées, les têtes de bétail normalement vendues à 250 dollars après les récoltes s'achètent à 62,50 dollars pendant la période de soudure, ou s'échangent contre 250 kilos de manioc, comparé à 450 kilos en temps normal. (07/02)

Lutte contre la corruption : collaboration entre Bianco et Transparency International. Le Cajac (Centre d'assistance juridique et d'action citoyenne) de Transparency International, qui va collaborer avec l'organe anti-corruption malgache, est un centre d'écoute et d'accueil où des conseillers juridiques peuvent expliquer et préciser aux citoyens les cas de corruption auxquels ils sont confrontés, et les assister. Il transmettra au Bianco toutes les informations sur les cas de corruption dont il a eu connaissance. Le Bianco, quant à lui, dans la limite de l'obligation légale de confidentialité, fournira régulièrement à « *Transparency International - Initiative Madagascar* » des informations relatives aux suites réservées aux cas de corruption dénoncés et transmis par le Cajac. Le président du Cajac a indiqué que depuis sa création en août 2010 le Centre a reçu pas moins de 400 dossiers. (03 & 04/02)

Centre d'Etudes sur les Conflits : les médias et les journalistes malgaches épinglés. Un rapport de l'association dénonce, entre autres, « *un manque de reportages détaillés et d'analyse sérieuse, des reportages sensationnels et exagérés, un manque de professionnalisme, une utilisation d'informations non vérifiées ou contre-vérifiées, des journalistes ignorant les règles de leur profession, une crédibilité en baisse car certains journalistes ont été achetés* ». Les médias malgaches « *sont des instruments de propagande* », ou « *n'ont qu'une orientation commerciale* », il leur manque « *le sens* ».

de la dignité ». Mais le rapport pointe aussi du doigt le manque de protection des journalistes, ainsi que les ressources limitées dont ils disposent pour mener à bien leur tâche. « *Tous ces facteurs inhibent les journalistes dans l'accomplissement de leur travail, particulièrement en période d'instabilité. L'information, mauvaise et superficielle, combinée au parti-pris politique, pourrait bien alimenter la ténacité et la longévité de l'impasse politique actuelle. Cela n'a certainement pas aidé à éclairer le public au sujet de ses causes et des solutions possibles* », conclut le rapport. (09/02)

Baromètre des médias : la profession de journaliste n'est pas sécurisée, a souligné un intervenant lors de la présentation des résultats du « *baromètre 2010 des médias malgaches* » élaboré à l'initiative de la fondation Friedrich Ebert Stiftung. Du fait de la crise politique, les médias sont entre le marteau et l'enclume : l'importance d'informer librement, d'un côté, et la nécessité de protéger le libre exercice du métier, de l'autre. Ces deux dernières années, les journalistes ont fait face à de nombreux obstacles en exerçant leur métier. Notamment, les problèmes liés à l'autocensure, à l'atteinte à la liberté d'informer, la dégradation des conditions de travail et des relations entre journalistes qui sont devenus acteurs de la crise ou qui créent des rivalités entre eux, au fanatisme et au journalisme partisan, à non-promulgation du code de la Communication. Néanmoins, la crise a apporté quelques changements positifs avec, entre autres, la création de nouveaux organes de presse, situation favorable au pluralisme, la généralisation de l'usage de l'Internet, de la presse en ligne, des forums, des blogs... (25/02)

La radio pirate, « Radio Feon' ny Gasy » [voix des Malgaches] démantelée. « *Cette radio n'a pas de station fixe ni une fréquence fixe. Son siège est non identifié* », selon les autorités. L'émetteur a été repéré dans une maison du centre-ville d'Antananarivo. (21/02)

« **Conseil Supérieur de contrôle de l'audiovisuel (CSCA) : la manière forte, si besoin est** », titre *Le Courrier*. Pour mener à bien l'opération d'« *assainissement du paysage audiovisuel* », la mise en place d'un « *comité mixte opérationnel* » a été annoncée par le CSCA. Il sera composé des FIS, de représentants des ministères de la Justice et de la Communication ainsi que de ceux de l'Office Malgache d'Etudes et de Régulation des Télécommunications (OMERT). Des mesures musclées sont annoncées pour exécuter les lettres de mise en demeure que le ministère de la Communication a émises auprès de certaines stations audiovisuelles le 24 août 2010. Car, selon le directeur de la Communication, « *plusieurs stations continuent d'émettre leurs émissions et refusent d'obtempérer par rapport à la lettre de mise en demeure du ministère* ». Interrogé sur le nombre exact des stations concernées, le DG de l'OMERT, a refusé d'apporter des précisions. Il révèle que « *l'OMERT va délivrer d'ici peu des certificats de conformité des émetteurs à certaines stations privées. [...] Cette mesure visera à la réhabilitation des matériels des stations dont certaines continueront encore de faire usage de des matériels vétustes* ». Et selon Lylison René, directeur des FIS, « *des mesures seront aussi prises contre les stations qui diffusent sans autorisation ainsi que celles qui diffuseront des fausses nouvelles* ». « *Nous devons jeter un œil sur les contenus des émissions dans la presse audiovisuelle (musique, publicité) et sur la conformité de certaines presses écrites* », a martelé le directeur de la Communication. *L'Express* précise que les forces de l'ordre se préparent à une série d'arrestations. « *Les aveux de ceux qui ont été déjà mis en garde à vue continuent. Trois personnes, amies de l'un des deux individus déjà arrêtés, sont maintenant nos premières cibles* », confie le responsable de la Direction de Sécurité du Territoire (DST), qui affirme que ces prévenus auraient préparé « *un coup* » pour le jour du retour annoncé de Marc Ravalomanana. De son côté, le lieutenant-colonel Lylison, patron de la FIS, n'a pas écarté l'éventuelle extension des arrestations à d'autres personnalités. « *Aucune discrimination ne peut avoir lieu dans cette mission. Politiciens ou dirigeants religieux, ils seront arrêtés s'ils sont impliqués dans cette affaire* », a-t-il fermement souligné. Les autorités évoquent des actes de déstabilisation derrière les activités de *Radio-n'ny Gasy*. Les perquisitions auraient conduit les enquêteurs jusqu'à la résidence de l'ancien président, où un sabre aurait été saisi. (22/02)

Les forces de l'ordre ont mis la main sur 5 autres personnes, dont plusieurs ex-députés Tim. Une opération qui mène à 7 le nombre des arrestations. D'autres suspects sont encore recherchés, dont 2 anciens députés de la capitale. « *On nous a posé la question sur l'éventuelle implication des hommes politiques dans cette affaire. La réponse est maintenant claire. [...] L'arrestation s'étendra encore à d'autres personnalités* », a avancé le responsable de la DST. Les matériels saisis appartiennent à l'ancienne radio *MBS*, propriété de Marc Ravalomanana. Une fois informés de l'arrestation de deux des leurs, les responsables de *Radio-n'ny Gasy* les ont cachés ailleurs. Les prévenus ont révélé que la radio pirate avait émis depuis un orphelinat Fjkm. *La Gazette* note que « *le Fjkm demeure une base arrière et sert encore les intérêts de Marc Ravalomanana, qui est toujours le vice-président de cette institution religieuse* ». Selon le site *Madagate*, un dénommé Hery a diffusé le

19 février, jour du retour manqué de l'ex-président, un « *message de haine et de xénophobie à l'encontre des français et des indo-pakistanaï*s ». Il en donne une traduction en ligne⁸. (23 & 26/02)

Des éléments de l'Emmo-Reg ont pris position à proximité du siège de la RNN. Des personnes « *malintentionnées* » auraient eu l'intention de prendre d'assaut la station. Un autre groupe a sillonné plusieurs quartiers de la ville à bord de véhicules légers, sans résultat. (23/02)

Le parti Vert réclame la réouverture de toutes les stations audiovisuelles que la Transition a fermées, dont la *Radio Fototra*, appartenant au parti, mais aussi un accès équitable et juste de toutes les tendances politiques aux chaînes nationales. (23/02)

Trafic d'ossements humains. Des trafiquants impliqués dans des vols d'ossements humains ont été appréhendés par la gendarmerie de Toamasina. Les ossements sont vendus 10 millions Ar le kilo à des étrangers, selon les résultats des enquêtes. On ignore depuis toujours l'usage qui en est fait... (25/02)

ACTUALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales

Le CICR renforce sa présence à Madagascar et dans l'océan Indien. En janvier, la mission du CICR à Antananarivo est devenue une délégation régionale couvrant Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles. Le chef de délégation explique que Madagascar et les Comores sont les pays de la région les plus affectés par des problèmes humanitaires, exacerbés par des crises politiques qui engendrent parfois des situations de violence. Les gouvernements ne sont pas toujours à même d'assurer une réponse adéquate aux problèmes socio-économiques aigus de la population, notamment dans le sud de Madagascar. Ce constat se ressent également en milieu carcéral, où le CICR soutient l'administration pénitentiaire afin d'améliorer les conditions de détention. De plus, cette région est régulièrement exposée aux cyclones et cela affecte durement des populations qui vivent déjà dans une grande précarité. Le CICR va renforcer son équipe, avec notamment un ingénieur et un médecin, afin de mettre en place un système de veille nutritionnelle dans les prisons malgaches et de mieux répondre aux besoins humanitaires accrus en milieu carcéral. L'insuffisance de nourriture en détention reste l'un des plus grands défis de l'organisation. Une autre activité que le CICR met déjà en œuvre dans la région est la sensibilisation des forces armées et de maintien de l'ordre au respect du droit applicable en situation de violence. (02/02)

Agriculture : 80 millions de dollars du Fonds international de développement agricole (Fida). Ce fonds est destiné à effectuer des formations dans le domaine de l'agriculture destinées aux autorités, aux techniciens encadreurs et aux paysans. Ce sera le 6ème projet financé par le Fida à Madagascar. L'organisme est l'un des rares partenaires financiers à avoir poursuivi son aide à la Grande Ile, en dépit de la crise politique et de la non-reconnaissance internationale. (04/02)

L'aide américaine recule encore d'un pas. Après l'Agoa, les Etats-Unis ont décidé de priver Madagascar d'une autre mesure d'aide, le programme international de formation et d'éducation militaire, qui consistait en la formation des officiers locaux par des militaires au sein des institutions américaines. Madagascar et 8 autres pays font les frais des importantes coupes budgétaires imposées aux programmes internationaux par la nouvelle majorité républicaine du Congrès. (16/02)

Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement⁹

Madagascar Oil dans l'expectative. Les travaux de prospection pétrolière à Tsimiroro toujours en suspens. Madagascar Oil, actuel titulaire du contrat de recherche sur le bloc, attend des clarifications de la part de l'État avant de poursuivre ses activités. La compagnie affirme être « *extrêmement préoccupée* » par les retards pris par les travaux depuis la suspension des activités en décembre 2010. Et ce, malgré l'assurance donnée par le ministre des Mines et des hydrocarbures «

⁸ <http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/1698-marc-ravalomanana-un-individu-extremement-dangereux.html>

que l'audit ne devrait pas être une source d'inquiétude ». L'Office des mines nationales et des industries stratégiques (Omnis) a officiellement notifié à Madagascar Oil l'existence de cet audit. (10/02)

China Sonangol tente de récupérer le permis de Tsimiroro. *Madagascar Oil* a été contraint de retirer son action en bourse visant collecter des fonds pour son projet de Tsimiroro lorsque le gouvernement malgache a annoncé qu'il allait acquérir le permis de cette compagnie. D'après la *LOI*, la société *China Sonangol* tenterait de récupérer ce permis. La *Lettre* observe que la société *China International Fund* est liée à cette compagnie *Sonangol*, qui repose sur une alliance de capitaux chinois avec une société d'Etat angolaise. *China International Fund* a manifesté l'intention de créer avec la Transition la société *Madagascar Development Corp* qui se chargera de la réalisation des grands projets annoncés par la Transition. Le montage de cette dernière société serait similaire à celui de la société sino-guinéenne de développement que la *China International Fund* a essayé de fonder fin 2009 en Guinée. Les sponsors de cette société guinéenne sont ceux-là même qui tentent aujourd'hui de promouvoir les intérêts sino-angolais auprès de la Transition. L'ancien ministre guinéen des Mines, Mahmoud Thiam, très liés avec Mamy Ratovomalala, ministres des Mines et des Hydrocarbures, et l'agent de joueurs de football de la FIFA, Ahmadou Diaby, se sont rendus à plusieurs reprises à Antananarivo, où ils ont été reçus par les dirigeants de la Transition. C'est par leur intermédiaire que *China Sonangol* projette de récupérer les permis de prospection que l'Etat veut reprendre à Madagascar Oil. (07/02)

Madagascar risque d'être exclu de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE). La lenteur des progrès constatés par les investisseurs en serait la cause. (16/02)

La compagnie QMM [projet ilménite de Tolagnaro] subit la crise politique et sociale. Après deux ans d'exploitation et en raison de la crise politique, la compagnie estime qu'elle endosse injustement d'énormes responsabilités face aux pressions sociales dans sa région d'implantation. Du fait de la suspension des aides internationales, de la non-réalisation des équipements publics annoncés (centrale électrique, adduction d'eau...) ainsi que de l'inexistence de nouveaux investisseurs, la population s'enfoncé dans la pauvreté et le mécontentement monte. Sur le strict plan des résultats, l'exercice 2010 s'est terminé par la production de 287.000 T d'ilménite et 12.600 T de zirsill contre 160.000 T d'ilménite en 2009. Pour 2011, QMM a comme objectif de produire 473.000 T d'ilménite et 22.000 T de zirsill. La production envisagée en vitesse de croisière n'est pas encore atteinte (de l'ordre de 750.000 T par an), mais on avance que ce sera fait vers 2013. Le port d'Ehoala, construit par QMM, avec la participation de l'Etat, devrait être considéré comme un instrument de développement régional avec la promotion du statut de port franc et de zone franche pour Ehoala Park (400 ha de capacité de stockage). Par ailleurs, il devrait contribuer à la promotion touristique de la région en accueillant des escales de navires de croisière. Comparé au port franc de Maurice qui ne s'étend que sur 100 ha, Ehoala possède des avantages indéniables. (17/02)

Prix des denrées alimentaires et contrats de fermage : la menace des pays du Golfe. « Si l'Arabie saoudite ou le Qatar prennent des contrats de fermage à Madagascar, cela pourrait avoir un impact dévastateur sur les prix locaux », déclare Jan Randolph, directeur de l'analyse risque-pays à IHS Global Insight. Le chercheur s'inquiète de l'escalade des dépenses en pétrodollars des pays producteurs de pétrole qui constituent des stocks massifs de denrées alimentaires, ce qui fait flamber les cours mondiaux. Dans la crainte de la contagion à d'autres pays des contestations en Egypte et en Tunisie, les pays du Golfe se pressent en effet d'augmenter leurs importations alimentaires sur les marchés internationaux et de chercher des investissements agricoles à l'étranger. L'Arabie saoudite, par exemple, confrontée à l'augmentation de sa population et à la recherche de stabilité politique par la stabilité des prix alimentaires, compte doubler ses réserves de blé en trois ans. C'est pourquoi, depuis 2009, ce pays a consacré 800 millions de dollars pour aider ses entreprises à faire des investissements agricoles dans plus de 20 pays. « L'échelle à laquelle le Conseil de coopération du Golfe et l'Arabie saoudite planifient d'acheter des terrains à l'étranger pourrait entraîner une inflation des prix alimentaires, surtout dans les pays où sont achetés ces terrains », s'inquiète l'analyste politique Ghanem Nuseibeh pour qui « les données disponibles pour l'instant montrent que le but principal des Etats du Golfe est de sécuriser leur propre marché alimentaire, et de vendre les excédents avec profit sur les marchés internationaux. Dans ce cas, je ne pense pas qu'il y aura un bénéfice quelconque pour les pays en voie de développement qui céderont leurs terres ». (02/02)

Recrudescence de l'exploitation illicite de palissandre. Des éléments des forces de l'ordre assurent l'escorte des convois transportant les produits à destination du port de Mahajanga, affirme

Midi. De nombreux sites auraient été identifiés. D'après les informations fournies par les responsables du ministère de l'Environnement, c'est tout un réseau qui est impliqué dans cette affaire, allant des villageois, des éléments des forces de l'ordre aux autorités locales. Ces produits forestiers seront ensuite blanchis au niveau des opérateurs locaux. (08/02)

Trafic de bois de rose : Zafy Albert interpelle à nouveau la HAT. L'ancien président de la République a diffusé une lettre ouverte adressée au Président, au Premier ministre, au ministre de l'Environnement et des Forêts et au directeur général des Douanes pour leur demander de faire la lumière sur la suite donnée à l'affaire du bateau Soavina III, intercepté avec une cargaison de bois précieux aux Comores, en juin 2010. Pour le professeur, la publication des noms des personnes impliquées est plus importante que la marche vers la IV^{ème} République. Il rappelle avoir demandé un débat public à la TV nationale sur ces trafics. Comme à son habitude, il a encore menacé de divulguer les noms des personnes impliquées. (10/02)

Des containers de bois de rose prêts à être embarqués vers la Chine ont été appréhendés par les autorités portuaires de Toamasina. Le bateau était censé faire escale à Maurice. Deux personnes ont été arrêtées. (25/02)

Global Witness et l'Environmental Investigation rejette les allégations d'Andry Rajoelina. L'Agence, qui œuvre pour la protection de l'environnement, rejette les allégations du président de la HAT qui l'accuse d'être impliquée dans une campagne visant à nuire à son image. Une accusation qui fait suite à une enquête menée par l'organisation à la demande du gouvernement malgache et qui fait référence à des déclarations de commerçants chinois dénonçant son implication dans le commerce illégal de bois de rose. (16/02)

La faune et la flore malgaches en péril. *La Gazette* rappelle que lors de la V^{ème} Congrès mondial des Parcs, qui s'est tenu en Durban en 2004, l'annonce de l'ancien président Ravalomanana de vouloir tripler la surface des aires protégées du pays, qui serait passée alors de 1,7 millions à 6 millions d'hectares, soit environ 10% du territoire national, avait soulevé l'enthousiasme de l'assistance. Malheureusement, cette promesse présidentielle n'a jamais été suivie d'effet... A ce jour, « sur 18 parcs nationaux, seuls 11 font l'objet de surveillance, les autres semblent être laissés à l'abandon. C'est encore pire concernant les 5 réserves naturelles dont une seule serait intacte, les 4 autres sont la proie des feux de brousse et des vandales, des braconniers... Quant aux 23 réserves spéciales, 3/4 sont devenues méconnaissables car personne ne s'en occupe ». (08/02)

Un trafic d'or vers Maurice dénoncé par le ministre des Transports Roland Ranjatoelina. Aucune réaction officielle mauricienne. Près de 3 tonnes d'or auraient ainsi été exportées illégalement en 2010. De hautes personnalités malgaches et mauriciennes seraient impliquées, selon *Ma-Laza*. Sur le marché international, le cours de l'or culmine aux alentours de 1.400 dollars l'once. A ce prix, environ 136 millions de dollars auraient transité de Madagascar vers Maurice. Le plus récent des gisements d'or découvert à Madagascar se trouve entre Ambilobe et Vohémar. Un nouveau filon y a été découvert en 2010. Des milliers de familles s'y sont installés et commencent à creuser. Le prix du gramme de poudre d'or non raffinée se négocie par les collecteurs aux alentours de 40.000 Ar. (01/02)

Ruée vers l'or dans le joyau écotouristique de la montagne d'Ibity, dans le Vakinankaratra. 5.000 chercheurs d'or venant de toutes les régions de la Grande Ile ont envahi le site protégé, aujourd'hui dangereusement menacé de destruction. (12/02)

Environnement : les USA accablent la Transition. La Chambre des Représentants a voté à une très large majorité une résolution condamnant la destruction de la forêt à Madagascar. La résolution appelle la Grande Ile à restaurer un gouvernement constitutionnel, à arrêter l'exploitation illégale du bois et le braconnage d'animaux sauvages. Elle demande aux pays importateurs d'intensifier leurs inspections afin d'identifier le bois importé illégalement depuis Madagascar. Le Congrès condamne fermement le coup d'Etat. « Non seulement le pillage cause des dommages irréparables pour l'environnement, mais aussi il détruit l'habitat des locaux. Alors que le gouvernement de fait à Madagascar continue d'utiliser les ressources menacées pour conforter son régime. Le Congrès aujourd'hui s'est joint à l'administration américaine pour demander l'arrêt immédiat de telles pratiques ». *La Gazette* condamne l'anathème jeté sur le régime en place. La situation catastrophique dénoncée à juste titre par les Etats-Unis résulterait de la suspension de l'aide des bailleurs de fonds en faveur de la défense de l'environnement. (16/02)

90 % des forêts primaires détruites. Selon le constat du président fondateur d'Alternative Carbon PLC, entreprise spécialisée dans la compensation carbone, qui développe sur le terrain des programmes de sauvegarde de près de 7 millions d'ha de forêt tropicale en Afrique de l'Ouest, au Brésil et à Madagascar, l'Afrique détient le deuxième bassin forestier du monde après l'Amazonie. Et ce poumon vert, qui s'étend sur plus de 234 millions d'ha, capture et séquestre le carbone de l'air. Toutefois, l'Afrique perdrait tous les ans depuis 10 ans 3,4 millions d'ha de forêt, soit presque autant que l'Amérique du Sud. Dans ce massacre, Madagascar est en danger car le pays a déjà perdu plus de 90 % de ses forêts primaires. Madagascar est, avec le Ghana, le seul pays où les forêts primaires risquent de disparaître. (22/02)

Divers

Opérateurs téléphoniques : la suspension des insertions publicitaires est effective. Cette décision découle de la déclaration de l'Etat Malagasy sur l'installation éventuelle d'une Passerelle Internationale Unique (PIU). Une éventualité que les trois grands opérateurs rejettent car ils ne veulent pas passer leurs appels téléphoniques internationaux par un canal sous contrôle d'une société privée, choisie de manière arbitraire par l'Etat. Une société domiciliée aux Iles Vierges Britanniques, qui envisage de majorer les appels vers l'international. (01/02)

Les principaux opérateurs en téléphonie ont rencontré Andry Rajoelina. Ils se réjouissent de la volonté d'ouverture et de dialogue qui leur a été témoignée au cours de cette rencontre. (04/02)

Guerre d'intérêt dans les hautes sphères : le régime de Transition remet en cause le contrat de gestion des services de sûreté des 8 aéroports internationaux confié à la société luxembourgeoise SRDI. Une soixantaine de personnes recrutés par cette entreprise se retrouvent au chômage. L'un des quatre soumissionnaires à l'appel d'offres a contesté les critères de choix de l'adjudicataire. La présidence a décidé de se saisir de l'affaire et a limogé le directeur général de l'Aviation Civile de Madagascar (ACM) en décembre. Sous la tutelle du ministère du Transport, celui-ci avait piloté la procédure de sélection de la SRDI. La mise en concession de la gestion de la sûreté aéroportuaire a été décidée suite aux tentatives répétées d'exportation illicite des richesses du pays via l'aéroport international d'Ivato. Un appel d'offres a donc été lancé en 2009 pour choisir le prestataire répondant le mieux aux exigences techniques et financières requises par les normes internationales. Le contrat avait été signé en septembre 2010 pour une durée de 15 ans. La prise de service aurait dû courir à partir du 11 mars 2011. Pour *L'Express*, « Cette volte-face tardive et inattendue de l'État malgache va ternir encore une fois l'image de Madagascar vis-à-vis des investisseurs. Cet incident va retarder considérablement le projet de renforcement de la sûreté de nos frontières, alors que l'aéroport d'Ivato est déjà menacé de figurer sur la liste noire de l'OACI ». (03 & 08/02)

Blanchiment d'argent : Madagascar sur la liste noire américaine, selon *Le Matin*. « Certaines représentations diplomatiques africaines aux Etats-Unis sont dans le collimateur des autorités américaines qui les soupçonnent de blanchiment d'argent. [...] Madagascar figurerait sur la liste noire que ces dernières ont dressée. « Les banques américaines suspectent ces représentations diplomatiques d'opérer des transferts dont la nature pourrait ne pas être tout le temps liée au travail de l'ambassade et de son personnel », a en effet expliqué le Département d'Etat. Ce sujet faisait partie des discussions entre certains responsables du ministère américain des Affaires étrangères et l'UA à Addis-Abeba le 17 décembre. [...] La liste noire a été dressée au terme d'une enquête menée par le Congrès sur la corruption et l'utilisation des banques américaines pour des activités de blanchiment d'argent par les autorités de certains pays africains. Et pour des raisons encore obscures, outre le Burkina Faso, le Burundi, le Centrafrique, le Congo, le Mozambique ou encore la RDC, Madagascar est l'un des pays qui font l'objet de fortes suspicions ». (04/02)

« **Leloup dans la bergerie malgache** ». L'association *Survie* publie un « billet d'Afrique et d'ailleurs » consacré aux affairistes proches du pouvoir de Transition. Elle écrit notamment : « Cela fera presque deux ans que Madagascar est plongée dans une grave crise politique. [...] Le pouvoir s'exerce désormais hors de tout contrôle par un petit groupe d'individus, conseillers officiels ou officieux. C'est dans ce contexte d'instabilité chronique et d'isolement international que la corruption, déjà importante par le passé, a pris des proportions inimaginables : « des personnalités proches du régime utilisent les comptes de dépôt au Trésor pour des motifs personnels. Elles auraient notamment pu dépenser plus de 100 milliards d'ariary (50 millions de dollars) en dehors de toute ligne budgétaire » (rapport 166,

International Crisis Group). Dans l'entourage de l'ex-Dj grenouillent les affairistes de tout poil à commencer par son conseiller spécial, le franco-malgache Patrick Leloup. Issu d'une des grandes familles d'Antananarivo, ses liens avec les milieux d'affaires français remontent à la colonisation. Au début des années 90, il profite du monopole de l'exploitation d'émeraudes avec une famille proche du président Ratsiraka, qu'il quitte alors que celui-ci est écarté par Albert Zafy. Opportuniste, Leloup devient supporter de Zafy. Les choses se gâtent avec l'ex-président Ravalomanana. Celui-ci reprochait à Leloup d'avoir voulu l'arnaquer dans une affaire immobilière et l'avait interdit de séjour à Madagascar ». (07/02)

Salaire minimum mensuel : revendication du secteur privé pour le porter à 100.000 Ar [35 euros]. Une majoration de 23% pour les ouvriers et de 13% pour les cadres qui fait suite à la hausse accordée ce mois aux fonctionnaires (+10% et + 25% pour les agents pays au Smig). La Conférence des Travailleurs de Madagascar (CTM) accepte cependant de transiger en raison de la situation économique. L'objectif de cette hausse de 23 % est d'atteindre le plancher de salaire minimum fixé depuis 2005 à 100.000 Ar. (02/02)

Les grossistes professionnels dénoncent l'explosion du commerce informel consécutif à la crise politique. Actuellement, « nombreux sont ceux qui prétendent être des importateurs alors qu'ils n'ont même pas de magasin de stockage ni de point de vente. Il en est de même des grossistes », dénoncent-ils. Les circuits de distribution s'en trouvent désorganisés et l'Etat en subit les conséquences sur les rentrées fiscales. Le directeur général des Impôts reconnaît que « seuls 40 à 50% de ceux qui œuvrent dans le secteur commercial vendent avec facture ». (17/02)

Importation de riz : une escroquerie de 80 milliards Ar. Un distributeur de PPN très connu est mis en cause. Selon *L'Express*, ces malversations pourraient expliquer pour partie la flambée des prix de ces produits. Une dizaine de gros importateurs de riz, sucre et huile en ont été victimes et sont menacés de faillite. L'escroc fait partie des participants à l'opération riz de l'État. Dans ce contexte, le Conseil des grossistes professionnels de Madagascar réclame au pouvoir plus de transparence sur les importateurs de riz et de sucre qui travaillent avec l'État. (17/02)

Du « vary mora be » à 900 Ar/kg sur le marché. Andry Rajoelina s'est rendu à Toamasina à la tête d'une importante mission pour réceptionner une première cargaison de 20.000 tonnes de riz en provenance de Birmanie. Il devrait être vendu à prix réduit durant 3 mois sur tout le territoire national. Afin de barrer la route aux spéculateurs et aux trafiquants, la quantité attribuée à chaque ménage sera rationnée et des contrôles stricts seront réalisés. Le distributeur officiel est la société Silac, qui dispose des réseaux de service des grossistes et détaillants aguerris. (24/02)

Lourd bilan pour le cyclone Bingiza. 10 régions ont été gravement touchées par son passage. Bilan provisoire : 20 personnes sont décédées, 8 disparues, 64 blessées, 100.393 sinistrées dont 23.996 sans abris. 351 infrastructures de base ont été endommagées, 8.735 ha de rizières inondées et 28.957 ha de cultures détruits. Un Transall a été mis à disposition par le gouvernement français pour l'acheminement de vivres et d'aides pour les sinistrés depuis La Réunion. L'Usaid Madagascar déboursera cette année 85 millions de dollars dans les programmes de santé, de sécurité alimentaire et d'eau et assainissement pour faire face aux dégâts causés par Bingiza. *Le Courrier* écrit que les dégâts provoqués par le cyclone sur les infrastructures sont en train de fragmenter des collectivités territoriales et d'isoler de nombreuses agglomérations, tant dans le sud-ouest que dans le sud-est, voire dans le nord-ouest et dans le nord-est. La situation des populations sinistrées, déjà fragilisées en cette période de soudure, serait catastrophique. Des aides d'urgence sont déployées mais elles ne résolvent pas les problèmes structurels qui alimentent les flux d'exode rural. L'exode humanitaire vers la capitale se serait amplifié depuis fin 2010, faisant peser une menace d'exploitation de ces populations à des fins de déstabilisation politique. (21, 22, 23, 26 & 28/02)

Piraterie maritime : les pirates somaliens sont de plus en plus équipés et menacent directement le canal du Mozambique. Leurs bateaux sont équipés d'un arsenal de guerre de pointe et de matériels de communication sophistiqués. Ils utilisent de plus en plus de bateaux-mère pour l'approvisionnement des esquifs. L'usage de cette nouvelle stratégie permet aux pirates de renforcer leur force de frappe et d'aller plus à l'est, dans l'océan Indien et au sud dans le canal du Mozambique. D'après l'UE, 9 navires et 681 marins sont otages entre les mains des pirates. Parmi ces bateaux se trouve le M/V Aly Zoulfecar, un navire comorien que les pirates ont transformé en « *mother ship* ». Il a été capturé le 31 octobre au nord-ouest de Moroni. Parmi ses membres d'équipage se trouvent quatre

Malgaches. L'Afrique du Sud a déployé une frégate qui va patrouiller dans le canal de Mozambique entre Madagascar et la côte orientale de l'Afrique et aider à lutter contre les pirates, sachant que chaque année, plus de 16.000 bateaux empruntent cette voie maritime. Une vedette rapide, transportant 2 pirates somaliens ainsi que 4 otages dont un Malgache, a accosté à Antsiranana. Ils provenaient du M/V Aly Zoulficar en panne de carburant à une soixantaine de km des côtes malgaches Ces « *émisaires* » auraient eu pour mission de négocier des vivres et du carburant avec les autorités. (16, 23 & 24/02)

L'armée capture les 12 pirates somaliens du cargo comorien Zoulficar. Le raid mené par l'armée malgache a abouti à la libération de 25 otages. L'opération a eu lieu à 150 km d'Antsiranana. Les pirates ont écumé le canal du Mozambique pendant plus de trois mois, avant que leur bateau-mère ne tombe en panne et parte à la dérive. Une « *autoroute maritime* » dans le canal du Mozambique sera opérationnelle en juin. L'objectif est d'assurer le passage des navires en toute sécurité et d'améliorer la communication entre les ports et les pays voisins lors des interventions en cas d'accident maritimes. (28/02)

La peste a fait 15 victimes en quelques jours dans diverses localités de la Grande Île. Le changement climatique et l'hygiène précaire sont à l'origine de cette épidémie. La peste se décentralise car les districts concernés ne font pas partie de la zone habituellement touchée par la maladie, précise le ministère de la Santé. Au total, 45 cas de peste ont été détectés à Madagascar depuis le début de l'année. 23 personnes ont succombé à la maladie. (22 & 23/02)

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, La Gazette de la Grande Ile, Ma-Laza, Mtera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), Sobika, Mada.pro, Tananews, Times of Madagascar, Madonline, Madaplus, Topmada, Madagate, Matv, Ma-Laza, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, Le Monde.fr, Mediapart, Jeune Afrique, Zinfos974

Taux de change : au 28/02/2011, 1 euro = 2762 Ariary (cours pondéré)